

150

MÉLANGES D'HISTOIRE VALLAISANNE

LES HISTORIENS VALLAISANS,
LES ORIGINES DES RELATIONS COMMERCIALES
DU VALLAIS ET DE L'ITALIE,
LES SIRES DE MARTIGNY,
LES FRANCHISES DE SION,
UN ÉPISODE DE 1799,

PAR

HILAIRE GAY

MEMBRE DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

GENÈVE

LIBRAIRIE J. JULLIEN, ÉDITEUR

1891

Tous droits réservés.

CA

162

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE
DU VALAIS
SION

*

Bibliothèque
de la
Section Monte-Rosa



10538

C. A. S.

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010021949

CA 162

MÉLANGES
D'HISTOIRE VALLAISANNE

MÉLANGES D'HISTOIRE VALLAISANNE

LES HISTORIENS VALLAISANS,
LES ORIGINES DES RELATIONS COMMERCIALES
DU VALLAIS ET DE L'ITALIE,
LES SIRES DE MARTIGNY,
LES FRANCHISES DE SION,
UN ÉPISODE DE 1799,

PAR

HILAIRE GAY^x

MEMBRE DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.



GENÈVE
LIBRAIRIE J. JULLIEN, ÉDITEUR

—
1891

Tous droits réservés.

CA 162

DU MÊME AUTEUR :

Histoire du Vallais, depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours. — Genève, librairie J. Jullien, éditeur, 1888 — 1889; 2 vol. in-8°.

LES HISTORIENS VALLAISANS ¹

I

Le Vallais a donné à l'histoire un certain nombre de représentants. Mais les auteurs qui peuvent peut-être prétendre au titre relevé d'historien sont rares, et n'apparaissent qu'à l'époque contemporaine. Si l'on recherche les causes qui ont empêché ce pays de produire un nombre plus important d'écrivains, on les trouvera, pendant les siècles qui précèdent le nôtre, à peu près identiques dans la plupart des États confédérés. La forme des gouvernements de ces temps reculés nous les indique, nous les explique suffisamment : la libre émission de la pensée est une conquête du siècle, et l'étroite vallée du Rhône, renfermée

¹ Cette étude a été lue dans la séance de l'Institut national genevois, Section de Littérature, tenue à Genève le 19 mars 1890.

dans ses hautes montagnes, ne pouvait dans ce domaine être plus avancée que ses alliés et ses voisins. La politique des Conseils de MM. des Ligues n'était nullement favorable aux investigations du passé, et sauf quelques professeurs d'histoire, quelques historiographes pensionnés, quelques hommes d'étude rassemblant dans le silence les annales de la patrie, les sciences historiques n'avaient point encore pu trouver un libre et paisible développement. Vers la fin du XVIII^e siècle, nous voyons encore l'illustre Jean de Muller, le père de notre histoire, être obligé de publier sous la rubrique *Boston* le premier volume de son *Histoire des Suisses*¹. La littérature chrétienne et légendaire, née avec les institutions monastiques, avait su seule obtenir, dans certains cantons, la faveur de la magistrature et du peuple.

Ces entraves disparurent, et le Vallais ne demeura pas indifférent au mouvement intellectuel qui s'était réveillé de toute part à l'aurore du XIX^e siècle. La culture de l'histoire trouva quelques patients travailleurs qui poursuivirent l'œuvre des chroniqueurs du moyen âge. Deux historiens « déposèrent sur l'autel de la Patrie le tribut de

¹ *Die Geschichten der Schweizer* (depuis les temps anciens jusqu'en 1393). Boston (Berne), 1780, in-8°.

leurs travaux et la preuve de leur amour.» Je viens de nommer Boccard et Furrer.

Dès la fin de la première moitié de notre siècle, date où s'arrêtera cette notice, les investigations, les études historiques ont continué à fixer l'attention de quelques Vallaisans, dont les productions cependant occupent une place par trop modeste dans la bibliographie helvétique¹.

Je signalerai enfin quelques efforts qui viennent d'être tentés dans le domaine archéologique. Je veux parler du musée d'antiquités qui a été installé à Sion, dans le château de Valère. L'archéologie est une mère pour l'histoire et elle lui rend de précieux services. Qu'il me soit toutefois permis de dire que cette excellente institution, destinée à développer le sentiment du goût his-

¹ M. F. Schmid, curé de Mœrel, a collaboré à la publication des *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, édités par M. l'abbé J. Gremaud. M. L. Ribordy, de Saint-Brancher, a fait paraître les *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Vallais* (Sion, 1885, 1 vol. in-8°). Les légendes vallaisannes (*Walliser Sagen*) ont trouvé dans M. M. Tscheinen, curé de Grœchen, un laborieux collectionneur. Le Vallais primitif, les constructions monumentales du moyen âge, ont inspiré à MM. P.-A. Grenat, chanoine de Sion, et R. Ritz, le peintre bien connu, d'intéressantes descriptions. M. Roger de Bons, de Saint-Maurice, a traduit en français l'*Histoire du Vallais* du P. Furrer, et écrit quelques notices biographiques qui témoignent de ses études sur l'histoire de son pays.

torique, ne peut contribuer que dans une mesure restreinte à la diffusion de connaissances utiles. Elle ne fait que marquer un premier pas dans la voie à parcourir. Mais la classification et la publication des nombreux et importants documents encore éparpillés sur le sol du Vallais, la création d'une société d'histoire et d'archéologie, de bibliothèques communales, sont encore à désirer. Ces innovations inaugureront une ère nouvelle pour la science et l'instruction du peuple. Espérons que les classes dirigeantes et l'initiative privée voueront enfin leur sollicitude à ces œuvres de progrès.

Je vais maintenant essayer de présenter au lecteur la liste des principaux travaux des écrivains vallaisans qui ont écrit les annales de leur pays. A cet effet, je diviserai l'histoire littéraire du Vallais en deux périodes principales : — la première embrassera le moyen âge et les temps modernes, et la seconde comprendra l'époque contemporaine.

II

Pour ériger un monument il faut réunir et préparer des matériaux, et ensuite les mettre en œuvre. La construction est souvent lente et la-

borieuse. Il en sera de même de l'édification de l'histoire vallaisanne. Des légendaires, des chroniqueurs, des auteurs de mémoires assembleront, pendant cette période, ces premiers matériaux. La plupart de leurs récits et de leurs dissertations seront composés dans cette langue latine importée par les conquérants romains, et qui pendant longtemps conservera une prépondérance marquée dans les lettres, l'enseignement et les actes officiels. Mais ce ne sera plus la langue de Cicéron, de Tite-Live ni même de Tacite, que Grégoire de Tours nomme « la langue savante » et qui, dès le VI^e siècle, ne sera plus comprise dans nos contrées que d'un petit groupe de lettrés : la latinité classique a disparu pour faire place au gallo-romain, au bas latin.

L'histoire littéraire du Vallais, qui peut s'ouvrir à l'établissement ou à la restauration de l'abbaye de Saint-Maurice par Sigismond, roi des Burgundes (515), nous fait connaître les noms des moines ACHIVUS et FAUSTUS qui fondent, dans l'école de ce couvent, la littérature chrétienne et légendaire. Ils célèbrent les vertus des fondateurs de cette maison religieuse et de leurs premiers supérieurs, de saint Séverin entre autres, le contemporain de Clovis, qui étonna de ses cures merveilleuses la cour du roi des Francs.

On attribue à PRAGMACE, disciple d'Achivus, qui vivait au VI^e siècle, une *Notice sur les abbés d'Agaune*. A la même époque, un moine anonyme retrace le martyre des héros de la Légion thébaine et de son chef Maurice.

Ces écrivains légendaires, dont les récits ont été publiés dans les *Actes des saints*, ont en général un style clair et facile. Quelques-uns, comme Faustus, savent même mettre un frein aux fantaisies de l'enthousiasme et de l'imagination¹.

Mais ces précurseurs de l'histoire du Vallais étaient-ils originaires de cette contrée? Il est permis d'en douter; car on sait que les premiers religieux de la nouvelle abbaye d'Agaune furent tirés de divers monastères étrangers, situés la plupart en France.

Les moines-annalistes du moyen âge laissèrent quelques travaux qui sont conservés aux archives de l'abbaye. De rares fragments en ont été publiés. Mentionnons une *Chronique* du IX^e siècle qui relate la fondation de cette communauté, et

¹ Archives de l'abbaye de Saint-Maurice. — *Acta sanctorum*. — Haller, *Bibliothek der Schweizergeschichte*, III, 454. — B. Rameau, *Histoire de saint Sigismond*, 76 (Genève, 1877). — A. Daguët, *Histoire de la Confédération suisse*, liv. I, chap. IV, § 4 (Genève, 1879-1880). — V. Rossel, *Histoire littéraire de la Suisse romande*, I, 9 (Genève-Bâle-Lyon, 1889).

une seconde du XII^e qui contient les actes du concile d'Agaune (516) et énumère les nombreux domaines, existant dans les pays de Vaud, de Genève, du Vallais, dans la vallée d'Aoste et la Haute-Bourgogne, dont Sigismond dota l'institution qu'il consacra à la mémoire de la Légion chrétienne. La valeur littéraire de ces deux petites productions est parfaitement nulle ; elles n'ont qu'une importance purement historique. M. J. Gremaud, le patient investigateur des chartes vallaisannes, en a donné la traduction dans le *Mémorial de Fribourg*¹.

Dès lors nous franchissons plusieurs siècles qui ne nous ont légué qu'un pauvre recueil de chroniques écourtées. Les quelques détails qu'elles contiennent sur les faits anciens et contemporains, ne fournissent pas même une source à laquelle nous puissions puiser avec confiance. Leurs auteurs se sont contentés de rédiger leurs notices sur la foi de la légende et de la tradition, ou de renseignements souvent trop inexacts. Les uns cependant paraissent avoir pris quelquefois une part active aux événements qu'ils narrent. Ainsi le notaire ZUREN assista probablement au combat d'Ulrichen, où une armée bernoise dut reculer

¹ IV. 337 et 344.

devant une poignée de braves conduits par le valeureux Riedi (1419). Zuren n'a laissé du reste qu'une simple note sur ce fait d'armes. Les compatriotes de Riedi savaient mieux manier la massue et l'épée que la plume.

Cette pénurie de chroniques anciennes ne se fait pas seulement remarquer en Vallais: une grande partie de la Suisse, pendant tout le moyen âge, n'offre pas un bagage littéraire ni plus riche ni plus intéressant. Chaque canton n'a pas la bonne fortune de posséder une œuvre qui ait la valeur des *Chroniques des chanoines de Neuchâtel*. Aussi, pour reconstituer, par l'examen des documents, ce passé politique, social et intellectuel du peuple vallaisan, l'historien n'aura guère à sa disposition que les chartes et les diplômes dressés par les clercs de la chancellerie épiscopale et les notaires impériaux.

Mais nous sommes arrivés au XVI^e siècle qui voit enfin apparaître deux écrivains.

THOMAS PLATTER, né à Grœchen, dans le district de Viège, parvint, après une vie semée d'aventures, à se fixer à Bâle où il se distingua dans l'enseignement des belles-lettres, et où il mourut en 1582. Il est l'auteur d'une autobiographie qui intéresse l'histoire à divers égards: c'est un curieux et fidèle tableau des mœurs du temps. Les

mémoires de Platter, écrits dans le dialecte allemand, ont été traduits par M. Ed. Fick et publiés par les soins de M. Gustave Revilliod ¹.

PIERRE BRANTSCHEN, chanoine de Sion, après avoir consulté les archives de Valère et de l'abbaye de Saint-Maurice, composa, en 1576, un ouvrage sérieux qui contient le catalogue des évêques de Sion. Ce travail est encore inédit.

Je signalerai ici deux princes-évêques qui ont favorisé les études littéraires et historiques.

Le cardinal MATHIEU SCHINER († 1522), qui a un nom célèbre non seulement dans les annales de son pays, mais encore dans celles de la France et de l'Italie, se montra l'ami et le protecteur des hommes de lettres auxquels il accorda ses libéralités. Il offrit à Erasme, qui lui avait dédié sa traduction du Nouveau Testament, une pension de 500 ducats que l'illustre écrivain ne voulut pas accepter. Il était lui-même un lettré et un habile orateur. Sa parole entraînante, persuasive, retentit plus d'une fois dans les Conseils des Confédérés, et fut souvent fatale à la France qui avait en lui un redoutable adversaire.

HILDEBRAND I^{er} DE RIEDMATTEN († 1604), qui avait étudié l'histoire de son pays, fit part de ses

¹ *Vie de Thomas Platter*. Genève, 1862, 1 vol. in-8°.

connaissances à l'historien Josias Simler, de Zurich. Ce dernier put ainsi publier sa *Description du Vallais*¹ dont il fit hommage au prélat.

Un évêque nous a décrit, dans une courte relation, un épisode de cette lutte ardente qui vit aux prises le pouvoir temporel du siège de Sion avec le parti des francs-patriotes, et qui se termina par la chute du premier. HILDEBRAND II JOST († 1638) raconte de quelle manière les magistrats haut-vallaisans, qui le retenaient prisonnier au château d'Étiez, le contraignirent de souscrire aux revendications de la démocratie². Jost était un personnage d'un esprit cultivé qui, au début de sa carrière sacerdotale, s'était fait remarquer par ses concitoyens.

Les XVII^e et XVIII^e siècles produisirent quelques travaux historiques, dont les principaux sont les suivants :

La *Chronique* de GASPARD BÉRODI. Elle relate, de 1610 à 1643, les événements politiques et religieux dont la vallée du Rhône fut le théâtre. Cette chronique, écrite en latin, vient d'être pu-

¹ *Vallesiae descriptio libri II; de Alpibus commentarius*. Zurich, 1574, 1 vol. in-8°.

² Boccard a publié ce document dans son *Histoire du Vallais*. — Voir *Histoire du Vallais*, par l'auteur, II, 67 et s.

bliée par M. le chanoine Bourban, dans la *Revue de la Suisse catholique* ¹.

Le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Maurice*, qui forme neuf volumes in-folio, conservés aux archives de cette abbaye, et qui est dû en grande partie à l'activité de Bérodi.

L'Histoire de l'Église abbatiale de Saint-Maurice et de ses dépendances, du même auteur. Cet ouvrage est, de même que le précédent, composé en latin.

Gaspard Bérodi est non seulement connu comme chroniqueur, mais il l'est encore comme poète et comme auteur de pièces dramatiques. La principale qualité du style de cet écrivain est la clarté. G. Bérodi, né à Saint-Maurice vers 1580, fut notaire, puis chanoine et chancelier de l'abbaye de ce lieu. Il mourut en 1646. « Ce fut, dit M. V. Rossel, un digne, un laborieux et un savant prêtre ². »

L'Histoire du glorieux saint Sigismond, roi et martyr, par le P. SIGISMOND, soit Guillaume Bérodi, frère du chroniqueur ³. « Entre les histoires

¹ Dans cette même publication M. Bourban a fait paraître un intéressant article sur le chroniqueur valaisan (XX^e année, 28, 89).

² *Histoire littéraire de la Suisse romande*, I, 503.

³ Voici le titre exact de cet ouvrage : *Histoire du glorieux*

qui se doivent proposer aux fidèles Chrétiens, dit l'écrivain dans son avant-propos, les plus salutaires sont celles des Saints. Et comme j'ay remarqué que les Auteurs, qui les ont descrites ont passé sous silence celle de S. Sigismond Roy et Martyr excepté quelquesuns qui l'ont descrite succinctement. Considérant les grandeurs de ses vertus et perfections, et ayant l'honneur de porter son S. Nom je me suis veu obligé de travailler pour la gloire de mon cher Patron. » Mais si le bon Père a cru travailler pour la gloire de son royal homonyme, il n'a guère travaillé pour celle de la science. Dans cette curieuse biographie, écrite dans un français obscur et alourdi, l'esprit critique fait totalement défaut; la légende s'y trouve intimement liée à l'histoire. Un catalogue des évêques de Sion termine ce travail.

Le Vallais chrétien ou l'Histoire sacrée du diocèse de Sion, par SÉBASTIEN BRIGUET, chanoine de Sion¹. Cet ouvrage, composé en latin, et qui est le fruit de laborieuses investigations, contient

saint Sigismond Martyr, roy de Bourgogne, fondateur du célèbre monastère de saint Maurice, fidèlement recueillie des anciens, et nouveaux auteurs, par le V. P. Fr. Sigismond de Saint Maurice, prédicateur capucin. Sion, 1666, 1 vol. in-4°.

¹ *Vallesia christiana seu Diœcesis Sedunensis historia sacra Vallensium episcoporum serie observata, addito in fine eorumdem Syllabo. Sion, 1744, 1 vol. in-8°.*

la biographie des anciens évêques du Vallais. Mais les inexactitudes y sont encore nombreuses. Cet auteur a encore laissé une dissertation assez estimée sur le concile d'Épaone ¹.

Les Éclaircissements sur le martyre de la Légion thébaine et sur l'époque de la persécution des Gaules sous Dioclétien et Maximien, par PIERRE-JOSEPH DE RIVAZ, de Saint-Gingolph². Ce mémoire, écrit dans un français ferme et sobre, discute entre autres un point de l'hagiographie helvétique qui a soulevé, particulièrement au XVIII^e siècle, une vive controverse. L'auteur rétablit les faits et conclut à leur authenticité. M. A. Sayous, dans son *Histoire de la littérature française à l'étranger*, admire la valeur scientifique que possède cette production, qu'il nomme un chef-d'œuvre ³.

De Rivaz a encore laissé plusieurs travaux, parmi lesquels on remarque un précis des *Recherches critiques et historiques sur la maison de*

¹ *Concilium epaunense assertione clara et veridica loco suo, ac proprio fixum in Epaunensi Parochia Vallensium seu Epaunae Agaunensium vulgo Epenassez*. Sion, 1741.

² Cet ouvrage n'a été publié qu'après la mort de l'auteur (Paris, 1779, 1 vol. in-8°). Il est aujourd'hui fort rare, presque introuvable.

³ *Le XVIII^e siècle à l'étranger*, II, 461 (Paris, 1861).

Savoie, publié dans *L'Art de vérifier les dates*¹.

Historien, chronologiste, critique, habile mécanicien, P.-J. de Rivaz fut un homme de haut talent auquel J.-J. Rousseau, dans sa lettre à d'Alembert, a pu sans se méprendre décerner le titre de « célèbre Vallaisan »². Le nom de ce savant, qui naquit en 1711 et mourut en 1772, est rappelé dans la plupart des dictionnaires biographiques.

Les *Essais historiques sur le Mont-Saint-Bernard*, par CHRÉTIEN DES LOGES, docteur en médecine, de Saint-Maurice. Ce mémoire, publié en 1789, fut suivi d'un second ouvrage du même auteur : *Voyage dans le département du Simplon*³, lequel renferme de curieuses descriptions, et un abrégé chronologique témoignant d'une étude insuffisante des documents⁴.

¹ III, 612 (Edition de 1787).

² « Les Vallaisans, dit Rousseau dans cette lettre, sont passablement instruits ; ils raisonnent sensément de toutes choses et de plusieurs avec esprit. Je puis citer en exemple un homme de mérite, bien connu dans Paris, et plus d'une fois honoré des suffrages de l'Académie des sciences, c'est M. Rivaz, célèbre Vallaisan, etc. » — Voir la *Biographie universelle, ancienne et moderne*, de Michaud (Paris, 1854) ; la *Nouvelle biographie générale*, publiée par Didot frères (Paris, 1857), etc.

³ 1813, in-12. — Un contemporain de cet auteur, EMMANUEL GAY, docteur en médecine, de Martigny, a également écrit une *Histoire du Grand-Saint-Bernard*, qui est inédite.

⁴ L'abbaye de Saint-Maurice conserve, dans ses riches archives, plusieurs œuvres historiques inédites, dues à la plume de

Cette rapide esquisse du moyen âge et des temps modernes, nous montre que le Vallais a fourni à l'histoire quelques écrivains qui méritent certes bien un souvenir. Quatre d'entre eux : Achivus et Faustus, ces pieux légendaires, Gaspard Bérodi, l'estimable chroniqueur, et l'érudit Pierre-Joseph de Rivaz méritent de plus d'occuper, dans l'histoire littéraire de nos contrées, une place honorable auprès de leurs contemporains. Car chacun de ces noms représente et caractérise une phase de cette lente évolution intellectuelle qui s'est accomplie dans la vallée du Rhône.

ses abbés et de ses chanoines. Quelques-uns de ces travaux sont cités dans le cours de cette étude. Parmi ceux qui appartiennent à la période que nous venons de parcourir, mentionnons encore : le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Maurice*, par le chanoine HENRI MACOGNIN († 1649). — *La Vie de saint Maurice et de ses compagnons* et le *Catalogue des abbés de Saint-Maurice*, par l'abbé JEAN-JODOC QUARTÉRY († 1669). — *Le Catalogue des archives du monastère d'Agaune*, par l'abbé LOUIS CHARLÉTI († 1755). — *L'Histoire de l'ancienne et royale abbaye de Saint-Maurice d'Agaune*, attribuée au chanoine MICHELET († 1759). — *Le Catalogue critique et analytique des archives de l'abbaye de Saint-Maurice*, par le chanoine HILAIRE CHARLES († 1782). Ce travail comprend deux volumes in-folio.

(Note de M. le chanoine Bourban, archiviste de l'abbaye de Saint-Maurice.)

Signalons enfin les mémoires et recueils historiques manuscrits du capitaine ANTOINE QUARTÉRY, de Saint-Maurice (1576-1641); — d'ANTOINE DE VANTÉRY, de Monthey, châtelain de Martigny et chancelier de l'évêché (1673-1730), — et de JEAN DE VANTÉRY, capitaine-général de Monthey (1780).

(Note de M. l'abbé Rameau.)

III

Dès le commencement du XIX^e siècle l'étude de l'histoire fait de sensibles et sérieux progrès. L'historien mettra en œuvre les matériaux préparés par l'érudit. En Vallais, la critique moderne commence à faire entendre sa voix. Quoiqu'elle n'ose ni ne puisse encore exiger la complète séparation de la légende et de l'histoire, le contrôle de traditions incertaines, de chroniques douteuses, elle donnera cependant une direction plus scientifique au travail de l'écrivain. Des ouvrages importants, d'intéressantes productions, les écrits de plusieurs publicistes, seront les fruits de ce mouvement de la pensée qui anime les cinquante premières années du siècle. Trois noms se feront remarquer : Anne-Joseph de Rivaz, Boccard et Furrer. A côté de ces hommes qui sont les historiens du Vallais, je pourrai signaler quelques lettrés qui ont contribué, pour une part plus modeste, au développement des études historiques.

ÉTIENNE SCHINER, docteur en médecine, le même qui étant gouverneur de Monthey dut s'enfuir devant l'insurrection populaire, composa un livre qui par sa nouveauté obtint pendant longtemps

une certaine vogue, c'est la *Description du département du Simplon, ou de la ci-devant République du Vallais*¹.

Cette publication donne en effet une description des différentes localités, accompagnée de notices que l'auteur nous offre naïvement comme historiques. Mais Schiner ignorait ou négligeait les sources, et la plupart de ses récits sont le produit de la fantaisie. Aussi les excellentes intentions qui ont présidé à ce travail, peuvent-elles difficilement en racheter les trop nombreuses inexactitudes.

Certains passages qui contiennent les réflexions de l'écrivain haut-vallaisan sont cependant curieux à noter. Ils donnent une idée assez exacte des sentiments que nourrissaient autrefois les habitants des deux parties du pays : « La différence du langage dont on se sert en Vallais, dit Schiner, fait qu'ils ne s'entr'aiment pas beaucoup. Les haut Vallaisans se défient et haïssent les bas Vallaisans pour plusieurs motifs : parce que ces derniers ne parlent pas la même langue qu'eux, parce qu'encore ils ont des relations avec les nations étrangères. Les bas Vallaisans à leur tour n'aiment point les haut Vallaisans, parce qu'ils leur

¹ Sion, 1812, 1 vol. in-8°.

envoyaient des Gouverneurs choisis parmi eux, et qu'un ressentiment de cette domination, souvent pesante et toujours déplaisante, est resté dans le cœur des occidentaux ¹.» Et plus loin nous lisons : « Ces Vêragriens ou Vêragres...² furent assujettis par les Sédunois et les Vibériens, ³ qui leur apprirent dès lors à les laisser tranquilles, et à leur obéir comme à leurs maîtres ⁴. »

Aujourd'hui, le jugement émis par l'ancien gouverneur porterait à faux ; car les liens de confraternité fédérale réunissent, dans une heureuse harmonie, le peuple entier de la vallée du Rhône.

Quant au style que la langue française a dû revêtir dans cet ouvrage, les lignes citées peuvent en donner une idée suffisante.

ANNE-JOSEPH DE RIVAZ ⁵, chanoine de Sion, fils de l'auteur du mémoire sur la Légion thébaine, a voué une bonne partie de sa vie à l'étude des annales de son pays. La critique historique ne lui a pas été étrangère, et il a traité avec érudition et

¹ Pag. 31.

² Ancienne peuplade du Bas-Vallais.

³ Peuplades qui habitaient les parties centrales et orientales du Vallais.

⁴ Pag. 468.

⁵ Né en 1751, mort en 1836. Il fut successivement curé de Leytron et de Conthey et chanoine à Sion.

impartialité plusieurs questions importantes. Il a laissé la copie de nombreuses chartes et une topographie complète du Vallais. « Ses manuscrits ¹ sont, dit M. J. Gremaud, un riche recueil de tout ce qui concerne le Vallais; mais les matériaux y sont entassés sans méthode et l'art de l'écrivain en est complètement absent ². » Malheureusement, il n'a été publié que quelques fragments de ce vaste et précieux travail que l'historien aimerait à consulter.

EMMANUEL BONJEAN, de Vouvry, président du tribunal du district de Monthey, a dressé un *Tableau synchronique de l'histoire et des autorités du Vallais*, depuis les temps anciens jusqu'en 1829. Ce tableau a été publié par M. Rilliet-de Constant dans son ouvrage intitulé: *Une année de l'histoire du Vallais* ³. « Si la mort n'eût enlevé si rapidement M. Bonjean à son pays, dit M. Rilliet, peut-être eût-il fait subir à ce travail quelques modifications. » Cette étude contient en effet plusieurs erreurs.

¹ Formant 19 volumes in-folio, connus sous le titre: *Opera historica*.

² *Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande*, XVIII, 468.

³ Genève, 1841, 1 vol. in-8°.

FRANÇOIS BOCCARD¹, chanoine de l'abbaye de Saint-Maurice, fut le premier écrivain de la vallée du Rhône qui eut la gloire de donner son nom à une *Histoire du Vallais*².

Ce livre est un résumé des principaux événements accomplis dans ce pays jusqu'en 1814. L'auteur a divisé la matière en vingt chapitres, dans lesquels il indique les sources. Les manuscrits d'Anne-Joseph de Rivaz, où il a pu abondamment puiser, ont facilité sa tâche. La période des temps anciens et celle du moyen âge représentent particulièrement un remarquable travail de patience, d'érudition et de critique. Au narré des faits politiques, l'historien a joint un recueil d'inscriptions romaines, des notices sur les principales localités et sur quelques points d'histoire, et un catalogue des évêques de Sion.

Le style de Boccard est en général facile et agréable; on pourrait peut-être lui demander un peu plus de concision, qualité que ne dédaigne point le genre historique. Pour mieux mettre en lumière la valeur littéraire de cette œuvre, je citerai quelques passages du chapitre consacré au cardinal Schiner :

¹ Né à Saint-Maurice en 1808, mort en 1865.

² Genève, 1844, 1 vol. in-8°.

« Matthieu Schiner, surnommé le *Long-Suisse*, naquit de parents pauvres, au chétif hameau de Mühlibach, paroisse d'Ernen, dans la vallée de Conches. Il commença ses études à Sion : on raconte que, selon l'usage des étudiants pauvres, il allait de maison en maison chanter des vers de sa composition pour gagner sa vie : qu'un vieillard, admirant la subtilité de son esprit et la vivacité de sa physionomie, avait prédit à ceux qui l'entouraient qu'un jour cet enfant serait leur évêque et leur prince. Cet horoscope flatta le jeune Schiner, qui en redoubla d'ardeur pour l'étude. Après avoir fait ses humanités à Berne et à Zurich, il alla se perfectionner à Côme, sous la discipline du célèbre Théodore Lucin. Il y fit de tels progrès que lorsque son maître était empêché, Matthieu occupait sa chaire avec une égale distinction : il emportait surtout les suffrages lorsqu'il était appelé à faire ressortir les beautés de l'Énéide ou des Héroïdes d'Ovide. Sa facilité d'élocution, son éloquence étonnaient également les Italiens et les Allemands. Sa mémoire prodigieuse n'oubliait rien de ce qu'il lui avait confié.

« Engagé dans les ordres sacrés, il devint curé de village. Jost de Syllinen, faisant la visite de son diocèse, fut ravi de parcourir la bibliothèque si bien choisie du jeune pasteur. Il le fit prêcher

en sa présence et se convainquit que ce hameau recélait un grand génie : ne voulant pas que cette lumière fût plus longtemps cachée sous le bois-seau, il favorisa son entrée au chapitre de la cathédrale. Ayant remplacé son oncle, il signala les commencements de son épiscopat en prêchant assidûment dans la chaire de sa cathédrale, chose plus que rare chez ses prédécesseurs : c'est ce qui donna au peuple une haute idée de son talent et de son mérite . . .

« Né pauvre, il fut toujours désintéressé, et n'employait ses richesses qu'à favoriser les beaux-arts. Digne émule de son protecteur (Jules II), qui posa la première pierre du plus bel édifice que les hommes aient élevé à la Divinité, Matthieu mit la dernière main à la construction de sa cathédrale, restaura les bains de Loèche, bâtit le chœur de Saint- Théodule, en commença la tour, ouvrages que les persécutions de ses concitoyens l'ont obligé de laisser imparfaits. Issu d'une famille obscure, il parvint par ses talents au faite des honneurs. Son éloquence était entraînant ; il avait une constance à toute épreuve et une activité que l'on ne trouve jamais endormie. Il y a sans doute des ombres à ce beau tableau : mais il n'en est pas moins incontestable que Schiner fut un des plus grands hommes de son siècle, et

le plus rare génie que la Suisse ait produit. Il emporta l'estime de l'Allemagne, il avait été l'amour de l'Italie, la terreur de la France et l'admiration de l'Europe entière ¹.»

Boccard a encore laissé une *Histoire de l'abbaye de Saint-Maurice* et un recueil de *Documents pour servir à l'histoire du Vallais* ².

Ajoutons que nous devons une reconnaissance particulière à l'écrivain qui a su tracer, sans guide spécial, les premières lignes de l'histoire de son pays. Boccard a certainement contribué, dans une large mesure, à faire connaître et aimer les annales si mouvementées et parfois si dramatiques de la vallée du Rhône.

MAURICE BARMAN, de Saillon, qui comme homme d'État a un nom connu dans l'histoire de son canton, a fait paraître un travail sur une partie des événements où il joua un des principaux rôles, c'est *La contre-révolution en Vallais, au mois de mai 1844* ³.

Ce mémoire contient, dans une brève narration d'un style clair et rapide, d'intéressants détails sur cette époque de troubles. Il nous fait assister

¹ Pag. 143 et s.

² Ces travaux inédits, formant 4 volumes in-folio, appartiennent aux archives de l'abbaye de Saint-Maurice.

³ Vevey, 1844, brochure in-8° de 51 pages.

à la prise de Sion par les Haut-Vallaisans, à la retraite des volontaires du Bas-Vallais, au combat du Trient. L'auteur nous dit que les causes et le côté légal du drame qui vient de s'accomplir, n'en sont appréciés que très imparfaitement, et que cet exposé, appuyé de pièces authentiques, restituera aux hommes et aux choses leur véritable caractère.

SIGISMOND FURRER ¹, provincial de l'ordre des capucins en Suisse, est entré dans la voie ouverte par Boccard. Ses œuvres sont : une Histoire du Vallais, — une topographie de ce pays, — et un recueil de documents ².

Dans le premier volume, l'auteur adopte le plan de son prédécesseur ; il décrit à peu près les mêmes périodes historiques. Dans sa préface il cite sommairement les sources. Quoique cet ouvrage possède moins de méthode, de clarté et surtout de critique que celui de Boccard, il ajoute cependant à ce dernier quelques aperçus nouveaux. Il est, dans l'histoire du Vallais, une importante question qui a exercé l'esprit critique de plusieurs écrivains : il s'agit de la *Caroline*, c'est-à-dire de la charte en vertu de laquelle les évêques de Sion s'attri-

¹ Né à Unterbräich, district de Rarogne, en 1788, mort en 1865.

² *Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis*. Sion, 1850, 3 vol. in-8°.

buaiert la souveraineté du pays ¹. Le Père Furrer croit que Charlemagne a réellement accordé à Théodule III ², évêque de Sion, le titre de comte territorial du Vallais. Il estime toutefois que le

¹ Voici l'origine de ce diplôme. Au XII^e siècle, croit-on, un auteur inconnu composa une *Vie de saint Théodule*, évêque de Sion, laquelle raconte que Charlemagne convoqua un concile, où il implora les évêques de demander à Dieu le pardon d'un crime dont il s'était rendu coupable. Théodule, dont la réputation de sainteté était parvenue jusqu'à l'empereur, avait été invité à cette réunion. Les prélats promirent à leur souverain de dire les uns trente messes, d'autres vingt et quelques-uns dix. Théodule, au grand étonnement de l'assemblée, n'en promit qu'une seule. De retour dans son diocèse, l'évêque de Sion se mit à pleurer et à prier nuit et jour pour le salut du prince. Les évêques se réunirent ensuite auprès de Charlemagne, lui annonçant qu'ils avaient accompli leurs promesses. Théodule s'approcha de l'empereur, et lui dit qu'un ange était venu lui annoncer que son péché était remis. A cette nouvelle, le monarque, joyeux et émerveillé, promit à Théodule de lui accorder tout ce qu'il souhaiterait. Le prélat demanda le comté et la préfecture du Vallais pour lui et ses successeurs.

C'est sur cette légende que fut rédigée la *Caroline*, ainsi appelée du nom de Charlemagne (*Carolus*), le prétendu donateur. Par cette concession, le siège épiscopal de Sion aurait été ainsi investi des droits de haute suzeraineté sur toute la vallée du Rhône. Ce titre apocryphe a soulevé de vives controverses, et ne peut du reste subsister devant la critique historique. Le premier et le véritable fondement de la puissance temporelle des princes-évêques de Sion, est le diplôme accordé par Rodolphe III, roi de Bourgogne, à l'évêque Hugues, en l'an 999.

² L'existence d'un évêque de Sion du nom de Théodule III, contemporain de Charlemagne, n'est établie par aucun document.

premier étant un souverain élu n'avait pu par cette donation lier ses successeurs ¹.

Le tome I^{er} de la traduction française, par Roger de Bons, a paru en 1873 ². Cette traduction est le plus souvent littérale ; elle rend ainsi parfaitement le caractère d'une œuvre écrite dans un allemand quelquefois difficile, et en partie dans le dialecte haut-vallaisan.

Le second volume renferme, entre autres, la liste de l'ancienne magistrature vallaisanne. Plusieurs erreurs s'y sont glissées. Quant au catalogue des évêques, les travaux de quelques érudits suisses, de M. J. Gremaud particulièrement, lui ont fait subir ces dernières années d'importantes corrections.

Le troisième volume, réunissant 380 chartes environ, nous offre le résultat des investigations du Rév. Père Furrer.

CHARLES-LOUIS DE BON ³, conseiller d'État et président du tribunal du district de Saint-Maurice, a publié plusieurs romans historiques. Je citerai *Blanche de Mans, ou Découverte des eaux de Louèche*, description animée du moyen âge

¹ Chap. V.

² Sion, in-12 (Origines à 1482).

³ Né à Saint-Maurice en 1809, mort en 1879.

vallaisan ; — *Une exécution au château de Louèche*, sanglant épisode des luttes de la démocratie et du siège épiscopal, au commencement du XVII^e siècle ; — *Georges Supersaxo*, où l'auteur peint l'ardente rivalité qui éclata entre le cardinal Schiner et son ancien ami et protecteur, Supersaxo.¹ « Entre ces deux hommes, dit l'écrivain, l'un chef du parti français, l'autre favori des papes et des empereurs, a commencé cette interminable querelle qui embrasa le Vallais, arma les cantons les uns contre les autres, fit tomber la tête d'un avoyer de Fribourg, et ne finit que par la ruine des deux antagonistes. Les prisons de Neuchâtel, de Fribourg, du château de Saint-Ange, virent tour à tour l'illustre proscrit (Supersaxo) s'évader nuitamment, ou ses fers tomber à la voix de juges équitables¹. »

Dans ces ouvrages, l'auteur fait preuve de sérieuses connaissances historiques ; il cite des sources et donne le texte de plusieurs documents. L'on peut dire, avec M. A. Daguet, que les romans de C.-L. de Bons sont de l'histoire. Ce dernier, qui a cultivé presque tous les genres littéraires, possède un style facile, correct, élégant, qui sait nous captiver. Ses nouvelles, où l'intérêt

¹ Feuilleton du *Courrier du Vallais*, 1850.

dramatique se soutient, sont empreintes d'une couleur locale qui en fait le charme et l'originalité.

On sait que cet homme de lettres a laissé également un nom distingué parmi les poètes de la Suisse romande, et que le gracieux chantre de *Divicon* a obtenu les suffrages de l'Institut national genevois, dont il fut membre correspondant.

Voilà les principales productions des historiens vallaisans appartenant à la première moitié du siècle.

Mentionnons pour terminer l'apparition de plusieurs brochures contenant l'exposé de quelques faits contemporains, et dues aux publicistes que le Vallais produisit pendant quelques années à partir de 1830. Les questions brûlantes qui furent agitées à cette époque sur le sol helvétique, exercèrent de nombreuses plumes. Les écrits des publicistes vallaisans concernent la plupart les affaires cantonales. Ils sont curieux à parcourir ; car ils nous montrent parfaitement, dans leur violente polémique, les tendances et les aspirations des partis. Mais l'historien ne peut les consulter qu'avec réserve.

Voici les titres des plus connus :

L'Arbre de la liberté en Vallais, en 1831, anonyme.

Le Vallaisan désabusé, ou les aberrations des prétendus libéraux dévoilés par un anonyme franchement patriote (1833).

Démophile ou conspiration tendant à asservir le Bas-Vallais éventée par un libéral du dizain de Monthey (1833), anonyme.

Réponse au prétendu Démophile, ou les calomnies soussignées au calomniateur pseudonyme (1833). Cette brochure est signée par plusieurs magistrats du district de Monthey.

Le Vallais sous la constitution de 1815 (1839), par un membre de la Constituante.

Evénements du Vallais en 1843, anonyme.

Les Jésuites en Vallais en 1844, par un chanoine de Sion.

Avec C.-L. de Bons s'achève une période où les études historiques ont été honorées par un petit groupe d'écrivains. L'histoire du Vallais a été écrite deux fois. Les deux monuments que Bocard et Furrer ont élevés à leur patrie, sont le couronnement de l'œuvre séculaire commencée à l'ombre d'un monastère naissant, puis poursuivie par de modestes annalistes, et par les investigations de quelques érudits modernes.

Les travaux de ces hommes qui se sont dévoués à la cause de la science et de la vérité, sont dignes d'être rappelés à la mémoire de la génération présente.

LES ORIGINES
DES
RELATIONS COMMERCIALES
DU VALLAIS ET DE L'ITALIE

I

Avant l'ère chrétienne, le col du Pennin¹ était connu et fréquenté depuis un temps immémorial par les marchands et les voyageurs. Jules César nous raconte, dans ses *Commentaires*², que les habitants de la vallée Pennine rançonnaient ces derniers, et soumettaient les marchandises qui traversaient leur pays à des droits de péage et de transport exorbitants. Le général romain, voulant maintenir libre ce passage qui était la voie habituelle du commerce, fit occuper le territoire

¹ Nommé ensuite Mont-Jupiter ou Mont-Joux, puis Grand-Saint-Bernard.

² *De bello gallico*, lib. III.

des Nantuates¹ et des Véragres par les légionnaires de Sergius Galba. C'est la raison qu'il donne pour motiver cette invasion et s'emparer des positions alpestres. On sait que la bataille d'Octodure² assura la domination de Rome (58-50 avant J.-C.). Dès lors rien ne s'opposa à ce que cette dernière ouvrît à ses armées la voie militaire du Mont-Joux, et à son commerce la route du Simplon, qui mit plus particulièrement en contact les habitants de la haute Italie et de la vallée supérieure du Rhône.

Les quelques renseignements que l'histoire nous a transmis sur ces premières relations, nous indiquent qu'elles atteignirent un certain degré d'importance, et qu'elles exercèrent une puissante influence civilisatrice sur les peuplades primitives du Vallais. Le défrichement des terres, le perfectionnement des instruments aratoires, l'élevage du bétail, la culture de la vigne, l'exploitation des diverses espèces de marbres, l'industrie, créèrent des richesses nouvelles. Les vaches et les fromages des Alpes furent surtout l'objet d'un commerce rémunérateur.

¹ Les Nantuates, voisins des Véragres, s'étendaient de Saint-Maurice jusqu'aux rives du lac Léman.

² Martigny.

Tandis que les produits vallaisans pénétraient même jusque dans la capitale de l'empire, la ville d'Octodure se voyait dotée par l'empereur Claude du privilège d'ouvrir des foires et des marchés. Les voies de communication, améliorées et augmentées, rendaient plus rapides et plus faciles les transactions commerciales. L'art romain, dont les traces sont encore visibles dans la partie occidentale du pays, était venu embellir Tarnade ¹, Octodure, Sion et Brigue, les quatre cités de la vallée Pennine ².

Mais le peuple-roi faisait peser de lourds tributs sur cette prospérité qu'il avait réveillée au sein des provinces conquises, et les exactions de certains procureurs sont demeurées légendaires.

Après plus de quatre siècles d'une paix profonde, le Vallais subit le contre-coup de la décadence impériale. L'activité des relations qu'il entretenait avec l'Italie diminua sensiblement. Les invasions des Alémanes, des Burgundes, des Francs, des Lombards, des Sarrasins, des fléaux

¹ Ancien nom de Saint-Maurice qui précéda celui d'Agaune.

² Voir, sur la domination romaine dans nos contrées, les ouvrages de F.-L. de Haller, Th. Mommsen, Marquardt, R. Rahn.

de tout genre qui désolèrent les plaines du Rhône pendant les premiers siècles du moyen âge, arrêtaient l'essor que les Romains avaient donné au commerce, à l'industrie, aux arts.

• Les passages des Alpes se virent infestés par des hordes barbares, qui ne quittaient leurs repaires que pour porter autour d'elles le fer et le feu. L'abbaye de Saint-Maurice fut saccagée et livrée aux flammes (574) ¹. Octodure n'offrit bientôt plus qu'un monceau de ruines.

Vers la fin du VIII^e siècle, nous voyons le pape Adrien I^{er} recommander à Charlemagne de protéger les maisons hospitalières établies sur les passages alpestres ².

Au X^e siècle et pendant de longues années, le col du Mont-Joux servit de camp retranché aux Sarrasins, qui se signalèrent par un redoutable et insolent brigandage. Après la prise de la forteresse de Fraxinet, leur principale position, ces nuées de pillards abandonnèrent enfin les Alpes (975). Saint Bernard de Menthon, archidiacre de

¹ *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, recueillis par M. l'abbé J. Gremaud et publiés dans les *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande*, I, N° 14 (Lausanne, 1875-1884, 5 vol. in-8°. Tomes XXIX-XXXIII de la publication).

² Gremaud, I, N° 31.

la cathédrale d'Aoste, parvint ensuite à élever le célèbre hospice qui porte son nom ¹.

Dès cette époque la sécurité paraît renaître sur cette importante voie de communication.

II

Le Vallais, après avoir subi la domination des Burgundes et celle des Francs, avait été placé sous le sceptre des rois de la Bourgogne transjurane.

Le dernier représentant de cette dynastie, Rodolphe III, donna le comté du Vallais, avec tous ses revenus, à Hugues, évêque de Sion, et à ses successeurs (999) ². Le diplôme royal investissait le donataire de la possession des droits régaliens, c'est-à-dire de tout ce qui constitue le pouvoir souverain. Le nouveau comté s'étendait depuis les sources du Rhône jusqu'aux rives du

¹ La plupart des auteurs placent la fondation de ce couvent vers 980; M. l'abbé Gremaud estime qu'elle n'eut lieu que vers le milieu du XI^e siècle.

² Furrer, *Urkunden über Wallis*, III, 30. — Gremaud, I, N^o 71.

Trient. C'est à la Croix d'Autan (au-dessous de Martigny et près du Trient) que s'arrêtaient les droits régaliens de l'Église de Sion.

Vers 1032, le Vallais fut réuni à l'empire d'Allemagne. Les évêques conservèrent leur principauté et relevèrent directement des césars allemands, dont ils devinrent les hauts vassaux.

L'ordre social ayant repris quelque stabilité, nous voyons ces prélats vouer leur sollicitude aux intérêts du commerce et de l'industrie.

Dans l'acte déclaratif des droits de l'évêque et des habitants de Sion, Landri de Mont s'engage « d'entretenir la grande route, qui appartient au siège épiscopal, depuis la Croix d'Autan jusqu'à la frontière italienne ; de pourvoir à sa sûreté et de faire une enquête, comme s'il s'agissait de ses propres intérêts, chaque fois que des marchands y seront arrêtés ou y souffriront quelque dommage (vers 1217) ¹. »

Six soustes principales furent établies à Martigny, Riddes, Sion, Louèche, Brigue et Simplon. Les balles de marchandises y payaient au seigneur évêque des droits de péage.

Les marchands lombards et florentins trouvaient, par le col du Simplon, un passage qui

¹ Furrer, III, 53.

leur permettait de se diriger sur la France, passage qui redevint ainsi une importante route commerciale. Dès le XIII^e siècle, nous voyons ces corporations de négociants conclure avec le Vallais des traités successifs, dont les principales clauses concernent la libre circulation des marchandises et la fixation des droits de souste et de péage.

Ces conventions nous apprennent aussi que le Simplon n'a pas toujours offert, ni au marchand, ni au voyageur, la sécurité qu'ils trouvent aujourd'hui sur la magnifique voie ouverte par le premier Consul, et que les Vallaisans et les Italiens n'ont pas toujours vécu dans la meilleure intelligence.

« De 1250 à 1268, dit l'historien du val d'Ossola, le Vallais maintenait avec cette contrée des relations de commerce plus étroites qu'à aucune autre époque. L'Ossola offrait à tout le territoire voisin un débouché essentiellement favorable au trafic des produits alimentaires. La voie du Simplon avait ouvert les passages de Formazza, de Dovedro, d'Antrona et de Macugnaga, non seulement par l'Ossola, mais, plus bas, par les rives d'Orta et par le Novarais, dont les marchés voyaient accourir en foule les Vallaisans.

« Mais, dès le XIII^e siècle, ces derniers vinrent

plus spécialement pour assaillir les chemins, surtout dans l'Ossola, pour rapiner et enlever le bétail. Les actes de violence, le sang versé, étaient les conséquences inévitables de ces agressions.

« Les évêques des deux peuples s'efforcèrent, de traité en traité, de rétablir une concorde qui assurât pour quelque temps la liberté du commerce et le salut des individus. Des députés se réunirent à Lattinasca, près du Simplon, à la limite du comté épiscopal, et promirent, par serment, de vivre désormais dans une paix et une fraternité communes. Les nobles du Vallais s'engagèrent de protéger les personnes et les marchandises qui passeraient sur leur territoire. Les évêques de Sion devaient fixer les droits de péage. »

Ce traité fut passé entre l'évêque Henri I^{er} de Rarogne et l'évêque de Novare, le 2 août 1267¹.

Au mois de juillet 1270, les procureurs des marchands de Milan accordent à Guillaume, sénéchal de Sion, des droits à prélever sur certaines marchandises, en reconnaissance des services qu'il leur a rendus et de la protection qu'il

¹ F. Scarrigo della Silva, *Storia di Val d'Ossola*, 80.

leur promet sur le territoire vallaisan. Cet acte fut stipulé en présence de l'évêque Henri I^{er} et du doyen Marc, témoins ¹.

Vers 1271, une convention, faite entre l'évêque Rodolphe de Valpelline et les négociants de Milan et de Pistoie, nous donne quelques intéressants détails sur l'ancien transit et la nature des produits qui traversaient le Vallais.

Voici les principaux articles de ce traité :

« La commune de Milan considérant les charges que l'évêque doit supporter pour l'entretien des routes et des ponts, lui accorde comme droit de péage sur chaque balle :

« Douze deniers mauriçois pour les draps de France, les draps d'or, les soies et les épices, ainsi que pour chaque cheval ;

« Six deniers mauriçois pour les futaines, les laines, la cire, les cuirs de Cordoue, les aiguilles, les épingles, la mercerie, les objets d'armement ;

« Deux deniers mauriçois pour le fer, l'acier et tout autre métal, excepté l'or et l'argent ;

« Un denier pour l'entretien du pont des Granges de Martigny, et un viennois pour la souste

¹ *Documents sur le Vallais* (M. Bordier). Gremaud, II, N° 765.

de ce lieu, ainsi qu'un denier pour chaque cheval.

« Le sénéchal perçoit aussi un droit sur ces mêmes marchandises.

« Un peseur des balles, placé chaque année à la souste de Brigue, devra jurer sur les saints Évangiles, en présence du major de Naters, de remplir fidèlement et loyalement son office ¹. »

Le 14 janvier 1274, les procureurs de la commune de Milan concèdent à Humbert de Gavio, citoyen de Sion, la perception d'un viennois sur chaque balle des marchandises qui passent par le Vallais, à condition qu'il maintienne en bon état la route et les ponts au-dessous de Vétroz ².

L'évêque Boniface de Challant, avec l'approbation du chapitre, des nobles et des citoyens du district de Sion, et la commune de Milan confirmèrent les conventions commerciales intervenues sous l'épiscopat de Rodolphe de Valpeline.

Ils rappellent, dans une charte du 15 mars 1291, que les marchandises sont soumises, selon une antique coutume, à un droit de péage à Martigny, Riddes, Sion et Brigue ; que ce droit est

¹ Archives de Valère. Gremaud, II, N° 805.

² *Documents sur le Vallais* (M. Bordier), Gremaud, II, N° 787.

aussi dû pour l'entretien de la route d'Agarn à Viège.

Le prélat s'engage à faire reconstruire à Martigny, à Sion et à Agarn les soustes dans lesquelles les marchandises doivent être déposées ; à tenir en bon état la route et les ponts depuis la Morge de Conthey à Agarn, et à garder le pont de Riddes et la route en temps de paix, depuis Autan à la Morge, afin que les marchandises puissent être transportées en toute sûreté.

Il s'engage également à faire restituer aux négociants l'argent qu'ils sont obligés de déposer chez leurs hôtes, et dont ils se verraient déposés. Cette restitution devra se faire par l'évêque lui-même ou par l'hôte, dans le terme de quarante jours. Passé ce délai, le prélat sera requis de s'exécuter.

Il est convenu que personne, sur le territoire épiscopal, ne pourra acheter des produits importés à aucun conducteur ou messenger, ni faire à leur sujet aucune négociation, en l'absence du marchand ou de son mandataire.

Comme le sénéchal touche un droit de péage sur les marchandises énumérées dans le traité de 1271, la concession qui lui a été accordée en 1270 lui est retirée.

L'acte ajoute que des conventions ana-

logues avaient déjà été passées avec l'évêque Henri ¹.

S'il s'agit de Henri I^{er} de Rarogne (1243-1271), je ne connais que la brève mention des traités que nous donne l'auteur de l'*Histoire du Val d'Ossola*. S'il est question de Henri II de Rarogne (1273-1274), je ne puis citer que la concession du 14 janvier 1274, faite en faveur d'Humbert de Gavio, et dans laquelle le siège de Sion n'intervient pas directement.

Telles sont en substance les bases des conventions internationales qui réglèrent, pendant le moyen âge, les rapports commerciaux du Vallais et de l'Italie.

On ne peut guère demander à ces traités plus de solidité, plus de développement de la part du siège de Sion, si l'on considère la situation souvent précaire dans laquelle il se trouvait placé. Ce pouvoir central, mal défini, mal équilibré, sans cesse occupé à la défense des prérogatives féodales, ne pouvait protéger, d'une manière plus efficace, le mouvement commercial que l'Italie introduisait sur le territoire vallaisan. La mésintelligence qui ne cessa de régner, pendant cette époque, entre les peuples voisins, rendait encore cette tâche plus difficile.

¹ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 1017.

III

La jouissance des péages, comme celle de tous les droits de haute suzeraineté que possédaient les princes-évêques du Vallais, était l'objet de transmissions successives.

C'est ainsi que nous voyons, le 22 juillet 1271, l'évêque donner en fief à Aymon d'Ayent, de Louèche, la souste aux péages de cette dernière localité. Cette concession, faite pour le prix de 50 livres, et moyennant un servis de 10 sols, l'hommage lige à la mense épiscopale sous le plait de 40 sols, et un cens annuel de 2 muids de seigle à payer au chapitre, accordait au tenancier la perception de 2 oboles sur chaque balle de marchandises, et mettait à sa charge l'entretien de la souste et du poids à peser d'Agarn et de Varone¹.

En 1336, dans une convention conclue entre Ulrich et Nicolas d'Ayent et les marchands milanais, il fut stipulé que le bâtiment de la souste de Louèche serait rebâti en pierre et qu'il devrait

¹ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 778.

être assez vaste pour contenir 200 balles de laines¹. Cette dernière clause nous donne un aperçu de l'importance du transit de cette époque. Les d'Ayent sous-affermèrent cette souste, avec maisons, prés et droits de péage, à un Lombard, pour le terme de quatre ans, et moyennant une rente annuelle de 40 livres (1338)².

L'évêque Philippe I^{er} de Chamberlhac donna en fief, en 1339, à Jean de Curtinal, de Grimisoit, une obole mauricoise à percevoir sur le péage de Martigny pour chaque balle qui passerait, moyennant l'hommage lige, selon la coutume, sous le plait de 20 sols et un servis annuel de 2 sols et de 2 chapons³.

Le 26 octobre 1351, une convention fut passée entre Jean de Platéa et un mandataire des marchands de Milan pour la construction et l'entretien d'une souste à Viège. De Platéa devait toucher un denier mauricois sur chaque balle arrivant de France; les marchandises venant de Lombardie étaient exonérées de tout droit, à

¹ Cet acte fut ratifié par l'évêque Aymon III de la Tour. Arch. de Valère. Gremaud, IV, N° 1694.

² Registre du notaire Perrod de Saint-Maurice. Gremaud, IV, N° 1718.

³ Arch. de Valère. Gremaud, IV, N° 1740.

moins qu'elles ne fussent déposées dans le bâtiment de la souste ¹.

Ajoutons que l'évêque Boniface de Challant avait remis en fief aux citoyens de Sion le droit de poids des marchandises, le 13 juin 1295 ².

Les péagers exerçaient parfois leurs fonctions d'une manière assez arbitraire. En 1323, des familiers du pape Jean XXII arrivèrent au village du Simplon avec 40 chevaux. Malgré leur privilège d'exemption, les péagers du lieu ne voulurent pas les laisser passer avant qu'ils eussent acquitté le droit de 3 deniers mauricois ³ par cheval. Une plainte ayant été portée au chapitre de Sion (le siège étant vacant), les 120 deniers furent remboursés à leurs propriétaires ⁴.

IV

Les négociants italiens furent plus d'une fois victimes des guerres qui agitèrent si souvent le Vallais au moyen âge.

¹ *Documents sur le Vallais* (M. Bordier). Gremaud, V, N° 1985.

² Arch. de la ville de Sion. Gremaud, II, N° 1067.

³ Soit 12 impériales.

⁴ A. - J. de Rivaz, *Opera hist.*, XII, 735. Gremaud, III, N° 1486.

On s'empara, par exemple, de leurs marchandises pendant les troubles qui éclatèrent entre l'évêque Guichard Tavelli et les sires de la Tour, et qui donnèrent lieu à l'intervention armée de la Savoie. Dans le traité de paix conclu entre le comte Amédée VI et les nobles et les communautés du Vallais, il fut convenu que toutes les marchandises qui avaient été enlevées aux négociants de Milan ou d'autres lieux, leur seraient restituées (8—9 novembre 1352)¹.

Le commerce des marchands étrangers eut encore à pâtir de l'animosité qui divisait les communautés de Viège et de Brigue et les vallées voisines du Piémont.

Pendant les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, cette animosité fut loin de disparaître entièrement. En 1291, un traité de paix, intervenu entre les vallées de Saas et de Saint-Nicolas et celles d'Anzasca et de Macugnaga, nous parle de procès, de vols, d'incendies, de dommages, d'homicides. Il mentionne aussi la présence de changeurs ou banquiers habitant le val d'Anzasca, qui pourront désormais circuler librement et paisiblement sur toute la terre du Vallais, comme tous les habitants d'Anzasca et de Macugnaga. La même pro-

¹ Cibrario, *Storia della monarchia di Savoia*, III, 297.

messe est faite à l'égard des Vallaisans qui se rendront sur le territoire italien. Mais aucune garantie de sécurité n'est donnée aux hommes du val Sésia, ni aux sujets du comte de Novare. L'évêque de Sion et le comte Jocelin de Blandrate devaient, entre autres, ratifier ce traité¹.

Notons que ce fut le père de ce comte Jocelin, Godefroi de Blandrate, seigneur de Val Sésia, en Piémont, et major de Viège, qui transféra, au XIII^e siècle, des colons d'Anzasca dans la vallée de Saas.

Le col de Monte-Moro, qui met en communication cette dernière vallée avec celle d'Anzasca, était, à cette époque, un passage très fréquenté ; il n'avait cependant pas la même importance que celui du Simplon, qui était la véritable voie commerciale.

Dans la vallée du Rhône, dit un estimable écrivain, les orages s'élèvent et se dissipent rapidement. Cette pensée de L. Vulliemin est plus généreuse peut-être que juste : car, cent cinquante ans après la tentative de conciliation qui vient d'être rappelée, nous voyons encore les mêmes colères mettre le fer et le feu aux mains des montagnards vallaisans. La revendication des

¹ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 1021.

droits de propriété sur les pâturages avait aussi entraîné une longue suite de pillages, d'incendies et de meurtres. Une trêve, conclue en 1440 entre les gens de Viège et de Brigue et ceux de l'Ossola, de Matarello, de Dovedro et de Bugnanco, essaya d'arrêter ces querelles interminables¹.

Quelques années auparavant, les Vallaisans avaient coopéré avec les Suisses à la conquête de l'Ossola. Cette expédition ne dut pas faire naître une nouvelle sympathie au sein des populations italiennes, toujours prêtes à allumer les torches des représailles.

Pendant les guerres de Bourgogne, 2000 Lombards qui devaient rejoindre, à Lausanne, le camp de Charles le Téméraire, furent massacrés près du village du Simplon et dans le val de Nanz, par les hommes de Viège et de Brigue, tandis qu'une autre colonne de 4000 Lombards était repoussée avec perte du col du Grand-Saint-Bernard.

Enfin, les guerres sanglantes de l'Ossola, qui signalèrent l'épiscopat de Jodoc de Silinen, en 1484, 1487, 1495, marquent le degré auquel s'était élevée la haine séculaire qui existait entre les Haut-Vallaisans et leurs voisins.

¹ Boccard, *Histoire du Vallais*, 122.

Aussi, les relations commerciales durent-elles vivement souffrir de cet état d'hostilité permanente, et auront-elles de la peine à revêtir ce caractère de réelle et confiante cordialité qui est si nécessaire, et que pourra seule y imprimer la civilisation moderne.

LES SIRES DE MARTIGNY ¹

I

Vers la fin du VI^e siècle, Octodure, déjà à demi ruinée par les hordes barbares que le Nord avait déversées sur l'Europe centrale, disparut sous les flots. D'épouvantables inondations désolèrent la contrée ². Le successeur de saint Théodule dut transporter à Sion le siège de l'évêché. Les malheureux habitants de l'ancien bourg des Vérages furent aussi contraints de remonter la vallée, ou d'aller chercher un refuge sur les hauteurs de Martigny-Combe.

La Dranse, qui courait naguère au milieu de

¹ M. l'abbé B. Rameau, à Saint-Maurice, bien connu par ses travaux sur l'histoire du Vallais, a eu l'obligeance de revoir avec moi cette étude et de me fournir d'utiles renseignements.

² Chronique de Marius d'Avenches. Gremaud, I, N^o 15.

la vallée où florissait la ville gallo-romaine ¹, s'était creusé un nouveau lit au pied du Mont-Ravoire. Lentement une nouvelle plaine s'éleva sur la cité ensevelie, et offrit au laboureur un sol redevenu fertile et hospitalier : Martigny-Ville commençait à naître.

Pendant ce temps, de nombreux et paisibles hameaux s'étaient groupés sur les versants de Martigny-Combe. Un peuple de patients montagnards, à la tête duquel se distinguaient quelques nobles familles et au premier rang les sires de Martigny ², habitaient ces régions alpestres,

¹ Les fouilles qui ont été faites, il y a quelques années, sur l'emplacement d'Octodure, ont mis au jour de nombreux débris de cette antique cité. On peut voir, dans le musée archéologique de Sion, une partie de ces objets qui sont les témoins d'une civilisation disparue.

² Les armoiries de cette famille, considérées comme armes parlantes, nous donnent peut-être la signification du nom qu'elle avait pris. Ces armes sont : *de gueules au lion d'or tenant entre ses pattes un marteau d'argent* (D'Angreville, *Armorial historique du canton du Vallais*, 12). Faut-il voir dans cette dernière figure le marteau mû par la force de l'eau, c'est-à-dire le *martinet* ? C'est probable, et voici pourquoi :

Le mot Martigny eut successivement dans la langue romane les formes suivantes : *Martinié*, *Martignié*, que nous trouvons dans une charte de l'an 1224 (Gremaud, I, N° 309), et *Martigniér*, *Martignyé*, qui se rencontrent toutes deux au XIV^e siècle. La forme *Martignié* paraît encore en 1671. Le mot moderne Martigny ne commença à devenir d'un usage général que dans les dernières années du XVII^e siècle. Or, le mot roman *martinié*, dont l'origine doit être évidemment bien antérieure à la date

tandis que près de l'entrée du val d'Entremont, à l'ombre protectrice du Mont-Chemin, s'était assis le *castrum* (bourg) de Martigny.

Le comté du Vallais, on le sait, était gouverné par l'évêque de Sion. L'autorité épiscopale délégua l'exercice du pouvoir temporel à des lieute-

où les documents en font mention pour la première fois, ne semble être qu'une forme primitive de celui de martinet. En effet, dans le dialecte bas-vallaisan, la plupart des noms propres en particulier qui aujourd'hui se terminent en *et*, présentaient au moyen âge une finale *ié* ou *ier*. Ainsi les noms actuels des familles Bosonet, Farquet, etc., s'écrivaient *Bosonier*, *Farquier*.

Quant au motif qui fit donner à la localité dont je parle la désignation de *Martinie*, nous pouvons le trouver dans la présence des « martinets, moulins et édifices » qui existaient sur ses cours d'eaux, principalement à Martigny-Bourg, dans le quartier du Bourg-Vieux. On sait que, dans le dialecte de la Suisse romande, on nomme martinet le bâtiment même qui contient le marteau mis en mouvement par un courant d'eau.

Les armoiries des sires de Martigny nous auraient ainsi conservé la signification qu'on attribuait autrefois au nom qu'elles symbolisaient. Il serait très intéressant de connaître la date où elles furent composées. Elles paraissent, dans tous les cas, fort anciennes.

Ajoutons que dans les chartes originales et les copies du XII^e siècle, écrites en bas latin, Martigny est appelé *Martinia-cum*, puis *Martigniacum*, et que cette dernière forme, qui demeura la plus usitée, a été l'objet de diverses interprétations étymologiques. Quelques auteurs y voient le nom de saint Martin, évêque de Tours, mort à la fin du IV^e siècle, et qui fut l'un des patrons de la Gaule. Mais rien, dans l'histoire religieuse de Martigny, ne rappelle spécialement le nom de saint Martin.

L'église paroissiale est placée sous le vocable de sainte Marie. Dans une charte de l'an 1177, le pape Alexandre III confirme au couvent du Grand-Saint-Bernard la possession de

nants, qui furent installés dans chaque localité principale.

La seigneurie de Martigny fut confiée à des officiers nommés châtelains et vidomnes, dont les

l'église de « sainte Marie d'Octodure » (Gremaud, I, N° 156). Remarquons enfin que la chapelle de Martigny-Bourg est dédiée à saint Michel. En Vallais, saint Martin est le patron des paroisses de Leytron, Lœtschen, Obergesteln, Viège, Vollèges et Saint-Martin, dans le district d'Hérens.

M. A. Gatschet, dans ses *Recherches étymologiques sur les noms de lieux* (*Ortsetymologische Forschungen als Beiträge zu einer Toponomastik der Schweiz*. Berne, 1865-1867, 1 vol. in-8°), dit que *Martigniacum* signifie : chez les descendants de Martin (d'un certain Martin, non de saint Martin). Il considère la finale *ac* comme une terminaison adjectivale, que les Romains et ensuite les Romains ont trouvée en Gaule où elle avait souvent un caractère patronymique ou collectif, et qu'ils ont appliquée à de nombreux noms gaulois de lieux, le plus souvent quand ces derniers se rattachaient à des noms de personnes, et aussi en l'absence de cette circonstance.

Mais la forme *Martigniacum*, qu'étudie de préférence cet érudit, est-elle née avant la forme *Martinié*, et doit-elle ainsi seule servir de base à une définition étymologique ? Ces deux formes n'auraient-elles pas pu prendre simultanément naissance, revêtant chacune une seule et même signification ? Tandis que les clercs désignaient, dans le latin corrompu des chartes et des diplômes, du nom de *Martigniacum* la bourgade qui s'éleva sur l'emplacement de l'ancienne Octodure, le peuple, qui ne parlait plus gallo-romain, ne dut-il pas de son côté appeler cette localité *Martinié*, mot qui reportait en langue vulgaire le sens attaché au mot *Martigniacum* ? Dans ce cas, le nom *Martinié* ne peut-il pas être également l'objet d'une interprétation étymologique ? Ce sont des questions que je ne fais qu'indiquer, et que je me permets de soumettre à l'appréciation du philologue, plus compétent que moi en cette matière.

fonctions étaient à la fois administratives, judiciaires et militaires. Un troisième officier, le s au tier, exerçait un droit inférieur de juridiction et complétait le personnel gouvernemental. Martigny devint ainsi le siège d'une châtellenie, d'un vidomnat et d'une saltérie.

Ses habitants reçurent aussi des évêques des libertés et des franchises, à la faveur desquelles leur corporation bourgeoise ne tarda pas à se développer et à prospérer.

Pour protéger les frontières du comté, une forteresse, colossale sentinelle, se dressa sur le roc escarpé qui s'avance à la base du Mont-Ravoire et domine le bourg de La Bâtiaz. C'est là que veillaient les hommes d'armes du châtelain. Aujourd'hui, au milieu d'une enceinte de remparts démantelés, la tour épiscopale est encore debout.

Une demeure plus modeste, située à l'entrée du petit val qui conduit à la Forclaz, abritait les vidomnes, qui appartenaient à la famille des sirs de Martigny. Elle s'élevait sur l'emplacement qui est actuellement désigné sous le nom de La Vidondo, au village de La Croix. Ce n'est plus qu'une pauvre ruine où se voient les débris d'un blason.

Dès le XII^e siècle la Savoie avait dans le Val-

lais d'importantes possessions, au milieu desquelles la châteltenie de Martigny se trouvait complètement enclavée. Cette dernière, qui comprenait les cinq communes actuelles de Martigny-Ville, Martigny-Bourg, Martigny-Combe, La Bâtiaz et Charrat, avait pour limites, au nord-ouest, la Croix d'Autan où commençait la châteltenie de Saint-Maurice (Chablais), et, au sud, le torrent du Durnant qui la séparait de la seigneurie de Bovernier (Entremont). Au nord-est, la châteltenie de Saxon et celle de Saillon, qui commençait à Fully, l'isolaient des communautés épiscopales. La paroisse a conservé ses anciennes limites.

Par sa situation, ce domaine de l'Église de Sion devait nécessairement tenter la convoitise des comtes de Savoie. Car, si Saint-Maurice leur livrait la clef de la vallée du Rhône, le fort de Martigny commandait l'entrée de la plaine et des vallées de la Dranse. Aussi, ces dynastes surent-ils habilement profiter des luttes intestines qui éclatèrent si souvent en Vallais, pour imposer leur intervention et dicter leur volonté, jusqu'au jour où, vaincus sous les murs de Sion, ils furent définitivement chassés du Bas-Vallais. Mais, deux fois, Martigny avait vu flotter sur ses tours les couleurs de Savoie.

Pendant le moyen âge, l'histoire politique de

Martigny présente trois ordres de faits distincts, qui ont concouru à lui donner le caractère qu'elle revêt à l'aurore des temps modernes : ils concernent le système administratif des princes-évêques, c'est-à-dire la féodalité épiscopale, — l'origine et le développement des libertés communales, — et les relations constantes que par sa position la châtellenie a dû entretenir avec la Savoie.

Dans chacune de ces phases, la famille de Martigny a son nom marqué, et le rôle qu'elle y joua fut souvent important. Aussi son histoire, qui offre quelques pages intéressantes, se trouve-t-elle intimement liée avec celle de la contrée où elle vécut.

Je me bornerai, dans cette notice, à donner au lecteur quelques renseignements qui lui feront désirer peut-être de mieux connaître cette noble maison.

II

La famille de Martigny paraît dans les chartes vallaisannes dès le XII^e siècle. Quelle est son origine ? Descendait-elle des anciens Gallo-Romains ou des conquérants du Nord ? On ne peut formuler à ce sujet que des conjectures.

Mais, ce qui est certain, c'est qu'elle posséda en franc-allevu une partie au moins de la terre dont elle portait le nom ; car, en 1260, nous trouvons, dans une charte importante, un de ses membres, nommé Aymon, revêtu du titre de seigneur (*dominus*) de Martigny. Cette terre devait, en conséquence, former, à cette époque, une seigneurie particulière. Il est toutefois difficile, sinon impossible, d'en connaître l'étendue et les transmissions ; il est probable que, comme ailleurs, cet alleu se perdit dans le fief. Le chef de cette famille était donc de la classe primitive des hommes libres, dont le nombre diminua si rapidement sous le régime féodal. Quant au domaine qui, antérieurement à la date précitée, avait été inféodé aux nobles de Martigny, appartint-il à ces derniers, qui auraient dû en faire hommage à l'Église de Sion, dont ils se seraient reconnus les vassaux ? On l'ignore.

Quoi qu'il en soit, nous voyons cette famille, qui eut ses illustrations et qui occupa une place distinguée dans la noblesse vallaisanne, posséder, dès le XII^e siècle, le vidomnat de Martigny. Pendant de longues générations, elle se maintint au premier rang de la magistrature en remplissant la charge de vidomne.

Le vidomne (*vice dominus*) était le lieutenant

du seigneur. Cet office était conféré à titre de fief noble et héréditaire appelé vidomnat (*vice-dominatus*), pour lequel son possesseur devait l'hommage lige et le plait à chaque mutation de suzerain ou de vassal.

Vicaire du siège de Sion, le vidomne connaissait des causes civiles et criminelles, et devait porter les armes pour défendre les droits et les domaines de l'Église. Sous sa présidence, se réunissaient les hommes de la seigneurie. Dans ces assemblées, connues sous le nom de plaids ¹, qui avaient lieu ordinairement deux fois par année,

¹ Le mot latin *placitum* a, dans les chartes vallaisannes, deux acceptions bien distinctes. Sous le nom de *plaid*, il signifie : assemblée, audience, cour de justice, — et sous celui de *plait* : redevance féodale d'un chiffre déterminé que devaient au seigneur les hommes du comté, ou qui était payée par un possesseur de fief à chaque mutation de suzerain ou de vassal, et qui, dans ce cas, variait selon l'importance du domaine ou du droit inféodé.

Le plaid ne se tenait que dans les localités qui avaient à leur tête un vidomne, et il ne se réunissait, comme je le dis, qu'aux mois de mai et d'octobre, les deux mois pendant lesquels les vidomnes exerçaient généralement leur juridiction. Notons que ce plaid n'a plus le même caractère que possédaient, dans nos contrées, aux premiers siècles du moyen âge, les assemblées des hommes libres, qui, réunis sous la bannière du comte, alors officier royal amovible, participaient à l'exercice de la justice. Le plaid du Vallais, sauf quelques rares exceptions, n'a aucune compétence en matière judiciaire ; il ne s'occupe que de questions purement administratives.

aux mois de mai et d'octobre, on s'occupait des intérêts généraux de la communauté, de la délimitation des biens communs, des pâturages, de l'irrigation des terres, etc. Les hommes présents avaient voix délibérative. Ils devaient fournir un repas au vidomne et à ses assistants et payer au seigneur des redevances fixes, dont le vidomne touchait une partie. Ce dernier recevait aussi les clames ou plaintes, imposait les bans ou amendes, faisait la visite des chemins publics, limitait les possessions, scellait les poids et mesures, etc. Ajoutons que les fonctions de cet officier variaient aussi selon les diverses localités.

Les vidomnes de Martigny payaient leur investiture 1000 sols de plait. Ils avaient la moitié du four banal et percevaient les langues aux boucheries. Un acte judiciaire du 20 mai 1710 ¹ nous apprend qu'ils possédaient l'omnimode juridiction, avec mère et mixte empire, pendant les mois de mai et d'octobre. Si cet acte n'est que la confirmation de droits anciens, il faut admettre

¹ Lettres de tutelle délivrées à Philibert Prayer, du bourg de Martigny, par Antoine Gay, châtelain vidomnal, au nom de Jean-Joseph de Monthéolo (de Monthéys), vidomne de Martigny. Cet acte porte le sceau du vidomne et la signature de Pierre-George Galliard, notaire, curial vidomnal. En Vallais, le mot curial (*curialis*) est encore synonyme de celui de greffier. (Collection de l'auteur.)

qu'au moyen âge le châtelain épiscopal avait, comme il l'eut plus tard, la même juridiction pendant les dix autres mois de l'année, et qu'outre ses attributions administratives et militaires il remplissait à Martigny l'office de major. On sait que ce dernier, dans plusieurs localités, partageait avec le vidomne l'exercice de la justice. Dans le cas contraire, le vidomne de Martigny devait être un des rares officiers qui jouissaient toute l'année de l'omnimode juridiction.

Quelques lieutenants épiscopaux refusèrent, particulièrement dans le Haut-Vallais, de remplir leurs devoirs de vasselage et cherchèrent à rompre le lien féodal. Dans ces circonstances, les prélats furent quelquefois personnellement victimes des brutalités de ces nobles vassaux. Rodolphe de Valpelline, par exemple, se trouvait un jour à Mœrel, pour recevoir l'hommage du major d'Ernen, Richard de Mühlibach. Ce dernier servit à dîner à son suzerain, puis tout à coup, aidé de son neveu et de quelques complices, il se jeta sur l'évêque, le blessa à la tête et aux jambes, tua Conrad de Sieg, parent du prélat, et blessa encore plusieurs personnes de la suite épiscopale. En punition de ce crime de lèse-majesté, le major fut incarcéré et dépossédé de son fief (1273) ¹.

¹ Gremaud, III, pag. 35.

Dès le XIV^e siècle, les évêques s'efforcèrent de réunir à leur domaine direct les offices héréditaires, qui furent confiés à des châtelains électifs. Mais le vidomnat de Martigny, entre autres, conserva au moins en principe son caractère féodal. Les comtes de Savoie le laissèrent également subsister, et il ne disparut qu'à la Révolution.

Pendant les premiers siècles, nous voyons aussi les nobles de Martigny à la tête des syndics de la communauté, dont ils sont les représentants officiels dans les actes de la vie civile et politique. C'est au vidomne Nanthelme, qui paraît avec le sautier Perrod et Guillaume de Lurthier « au nom de toute la communauté des prud'hommes et des personnes de Martigny », que le vicaire-général de l'évêque Philippe I^{er} de Chamberlhac confirme les libertés, franchises et louables coutumes dont Martigny était depuis longtemps en possession. Cette charte, qui fut délivrée à Sion le 10 juillet 1338, se trouve déposée aux archives de Martigny ¹. Dans la délimitation des pâturages entre cette localité et Bovernier, qui eut lieu le 29 octobre 1346, c'est le vidomne Jean qui se présente « au nom de

¹ Gremaud, IV, N° 1722.

l'évêque et de tous les nobles¹ et prud'hommes de toute la communauté et paroisse de Martigny². »

L'autorité et l'influence locale de ces magistrats, qui avaient entre les mains l'exercice de tous les pouvoirs, et qui étaient à l'égard de leurs feudataires les principaux possesseurs du sol, durent nécessairement se faire sentir. Mais on peut dire qu'en général leur administration fut paternelle. L'histoire ne peut pas encore leur

¹ Les familles nobles qui habitaient au moyen âge Martigny, ont eu bien moins d'importance que celle des sires de ce nom. Parmi les principales, je mentionnerai :

Les nobles DES RASPES. — Le chevalier BURCARD DES RASPES vend, en 1264, au curé Pierre de Bagnes, pour le prix de 23 livres et 10 sols mauricois, deux vignes qu'il possède en franc-alleu à Branson.

Les nobles DE PLANTATA. — GUILLAUME DE PLANTATA paraît comme arbitre dans la délimitation du territoire et de la juridiction d'Orsières et de Liddes, en 1228. — JACOB DE PLANTATA, femme de Guillaume de la Tour-Morestel, vidomne de Bagnes (1317). — GUILLAUME DE PLANTATA figure, en 1335, au nombre des représentants et des syndics de la commune de Martigny. — ANTOINE DE PLANTATA fait partie des trois lieutenants que les frères Pierre et Aymonet du Châtelard, seigneurs d'Isérables, nomment pour administrer leurs domaines, en 1341 (Gremaud, *Doc.*).

² Collection de la famille Tavernier, à Martigny. Gremaud, IV, N° 1917. — C'est dans cet acte que les arbitres déclarent que le torrent du Durnant « depuis son entrée dans la Dranse jusqu'au Chanton du Roc de la Braye », sépare les possessions de Bovernier et de Martigny.

reprocher les mêmes exactions dont certains majors se rendirent coupables, et qui appelèrent l'intervention du prince-évêque. Ils surent même quelquefois acquérir, au milieu de ce peuple de laboureurs dont ils partageaient les mœurs patriarcales, une confiance qui les élevèrent à une véritable popularité. Nous en trouvons plusieurs exemples.

III

La famille de Martigny possédait non seulement le vidomnat de cette localité, où elle paraît avoir eu sa principale résidence, mais encore des terres dans le Haut et le Bas-Vallais. Elle comptait plusieurs branches, entre autres : — celle des seigneurs, dont nous trouvons un représentant vers le milieu du XIII^e siècle ; — celle des vidomnes, qui est la mieux connue et qui donna plus de six générations de ces officiers au siège épiscopal, mais dont la filiation sur titres ne peut s'établir avec certitude que depuis la seconde moitié du XIII^e siècle ; — celle que nous trouvons à Sion dans les dernières années de ce même siècle, — et celle qui se fixa plus tard en France.

Les principaux membres de cette famille dont les noms nous sont parvenus, sont les suivants :

PIERRE DE MARTIGNY. — Il paraît, de 1162 à 1178, comme témoin dans plusieurs chartes épiscopales ¹.

REYMOND DE MARTIGNY, chevalier. — Il vivait au XII^e siècle. Il donna au chapitre de Sion un alleu à Chevrilz ².

NANTHELME et GUICHARD DE MARTIGNY, chevaliers. — Ils étaient contemporains du précédent. Ils paraissent avec lui dans le rôle des terres et des revenus du chapitre de Sion ³.

GUILLAUME DE MARTIGNY. — Il figure parmi les barons de l'évêque dans le traité de paix conclu, en 1179, avec le comte Humbert III de Savoie ⁴, traité qui assoupit mais ne calma pas les dissensions qui commençaient à surgir entre les deux États voisins.

BOSON DE MARTIGNY. — Henri et Pierre d'Arbignon lui vendent à titre de fief, en 1200, leurs

¹ *Mém. de la Soc. d'hist. de la Suisse romande, Chartes sédu-noises*, XVIII, N^o 14, 15, 16.

² *Ibidem*, N^o 30.

³ *Ibidem*.

⁴ Cibrario et Promis, *Documenti*, 79. — *Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, 1859, 40. — Furrer, III, 42.

possessions à Martigny et à Autan, qu'ils lui avaient précédemment remises en gage ¹.

RODOLPHE et HUGUES DE MARTIGNY, chevaliers. — Ils sont au nombre des vassaux de l'évêque Landri de Mont dans la transaction passée, en 1224, entre ce dernier et le comte de Savoie ².

PIERRE I^{er}, vidomne, et REYNALD DE MARTIGNY, chevaliers. — Ils sont cités comme arbitres de Liddes dans la délimitation du territoire et de la juridiction de cette communauté et de celle d'Orsières (1228) ³. — C'est la descendance de Pierre qui a conservé le vidomnat. Ce personnage est le premier que les documents appellent « vidomne de Martigny. » Mais il est fort probable que sa famille ait déjà été revêtue antérieurement de ce titre.

PIERRE et JACQUES DE MARTIGNY, frères, donzels ⁴. — Ils donnent en gage pour 25 livres

¹ Arch. de M. le baron de Morand, au Trembley, près Chambéry. Gremaud, I, N° 197.

² Arch. de Valère, du canton du Vallais, de l'abbaye de Saint-Maurice. Gremaud, I, N° 309. — C'est probablement le même chevalier Rodolphe de Martigny qui, en 1239, donna en hypothèque à l'évêque Boson II de Granges, son fief épiscopal de Martigny, pour 60 livres qu'il avait reçues de l'évêque (*Mém. de la Soc. d'hist. de la Suisse romande*, XVIII, 432).

³ Arch. de la cure de Liddes. Gremaud, I, N° 607.

⁴ Le mot latin *domicellus*, qu'on traduit par ceux de damoi-

mauriçoises 7 muids de seigle à l'évêque Boson II de Granges, qui remet ce cens en bénéfice au chapitre de Sion. Ces deux frères le percevaient sur la grande dîme de Martigny, qu'ils tenaient en fief de la mense épiscopale. Le chapitre devait le prélever soit sur le bourg, soit sur la plaine (1239) ¹. — Jacques de Martigny ne laissa que deux filles.

AYMON, seigneur de Martigny. — Il est au nombre des garants que le comte Pierre de Savoie donne à l'évêque Henri I^{er} de Rarogne, dans le traité d'échange du 5 septembre 1260 ². Ce fut dans cet acte que le siège de Sion se vit contraint de céder à la Savoie la châtellenie de Martigny, qui huit ans après put reprendre sa place dans le comté épiscopal. Le nom d'Aymon dans une charte de cette importance, placé à côté de ceux des comtes de Kybourg et de Gruyère et de seigneurs marquants, nous montre que ce représentant des sires de Martigny devait jouir d'une haute considération.

seau, damoiseil et donzel, désignait le fils du noble qui n'était pas encore armé chevalier. Dans les chartes vallaisannes, ce terme n'est souvent que l'équivalent du mot *noble*.

¹ Arch. de Valère. Gremaud, I, N° 434.

² Volume de copies d'actes à la Bibliothèque cantonale de Sion; Zeerleder; Wurstemberger. Gremaud, II, N° 668.

PIERRE II, vidomne et chevalier¹. — Il épousa Perrette, fille d'Étienne de la Tour de Saint-Maurice. Avec son fils Guillaume et Isabelle, femme de ce dernier, il vend au chevalier Guillaume de la Tour, de Vevey, diverses possessions, situées entre autres dans la vallée de Blonay et la paroisse de Port-Vallais. Le fief dit de Martigny, à Noville, fit aussi partie de cette vente (1272)². L'évêque Pierre d'Oron lui donne en augmentation de fief tout ce qu'il a acheté de sa femme Perrette, soit 8 hommes à Autan avec terres et dîmes, 3 hommes à Vernayaz avec leur fief, etc. Les témoins de cet acte sont REYNALD et ADAM DE MARTIGNY (1279)³. — Sa belle-fille Isabelle, du consentement de son mari, affranchit Hugues de Fay-le-Grand, Christin, neveu de ce dernier, Pierre, fils de Girod Ruffi, et Jean fils Monge, de cette localité, moyennant une rede-

¹ Le même sans doute qui vient d'être cité avec le donzel Jacques. Ces deux frères durent être les descendants et les héritiers du vidomne Pierre I^{er}, et c'est en sa qualité de fils aîné, que nous voyons Pierre II revêtu de l'autorité vidomnale. Jacques fut-il peut-être co-vidomne? Quoique les documents n'établissent pas, d'une manière précise, la filiation de ces premiers vidomnes, leur texte semble autoriser cette assertion ou cette conjecture.

² A.-J. de Rivaz, XI, 732; *Gallia christiana*, XII, instr. 514. Gremaud, II, N° 794. — Furrer, III, 87.

³ A.-J. de Rivaz, XI, 505. Gremaud, II, N° 874.

vance annuelle de 28 sols mauriçois. Cet acte fut stipulé par Guillaume, prieur de Martigny, clerc de la chancellerie de Saint-Maurice d'Againe (1280) ¹. — Pierre II laissa le vidomnat à son fils Guillaume qui suit.

GUILLAUME I^{er}, vidomne. — Il est témoin de l'hommage que le comte Pierre de Gruyère prête à l'évêque Boniface de Challant pour le fief qu'il tient à Château-d'Ex (1297) ². — Guillaume I^{er} eut deux fils, Guillaume et Jean qui suivent, et une fille Agnès qui épousa Nicolas dit Wuichard de Monthey.

GUILLAUME II et JEAN I^{er}, vidomnes. — Avec leur neveu Nanthelme, ils ne craignirent pas de soutenir hardiment devant le prince-évêque les réclamations de la commune dont ils étaient les premiers syndics. Ils prirent ainsi part, dans cette circonstance, au premier mouvement insurrectionnel qui éclata à Martigny (1335) ³. — Le fief vidomnal passa à leurs neveux, les frères Nanthelme et Jean de Martigny, dont on ignore le nom du père.

¹ A.-J. de Rivaz, XII, 53. Gremand, II, N° 894.

² *Mém. de la Soc. d'hist. de la Suisse romande*, XXIII, 356.

³ Voir cet épisode dans l'*Histoire du Vallais*, par l'auteur, I, 96.

NANTHELME et JEAN II ¹, vidomnes.—Nanthelme épousa en premières noces Germaine de Gissiney, qui mourut vers 1345, en secondes noces Jaquette de Viège, qui lui donna des biens à Termignon ², et en troisièmes noces Isabelle de Colombey, veuve de Guillaume Fabri (1352).

A cette époque, l'évêque Guichard Tavelli était en guerre avec la puissante et turbulente famille de la Tour-Châtillon. Ces nobles, à la tête de leurs alliés et de leurs vassaux, ravaageaient les terres épiscopales. Au milieu du désordre et de l'anarchie qui désolaient le pays, la communauté de Martigny, dépourvue de tout moyen de défense et se voyant sur le point d'être envahie par les troupes de Pierre de la Tour-Châtillon, fut obligée de rechercher la protection savoisiennne. Elle avait vainement sollicité à plusieurs reprises le secours de son évêque et de ses concitoyens. Le 11 décembre 1351, plus de 190 familles de la Ville, du Bourg, du Brocard, des Râpes, du Fay, de Ravoire et de Charrat, ayant à leur tête les vidomnes Nanthelme et Jean, s'engagèrent chacune, en retour de cette protection, à payer annuellement au

¹ Arch. d'Etat à Turin. Gremaud, V, N° 2198.

² Visperterminen. — Arch. de Valère. Gremaud, V, N° 2060.

comte de Savoie 1 denier gros tournois, soit 7 deniers mauriçois, jusqu'au chiffre maximum de 200 feux ¹.

Nanthelme assiste en qualité de témoin, avec son fils Jean, au contrat de mariage de Pierre, fils d'Humbert, seigneur de Chevron et vidomne de Sion, et de Catherine, fille de Jean Asperlin, major de Rarogne (1361) ². Il fut un juriste estimé. Dans les *Coutumes du Vallais*, rédigées vers le milieu du XIV^e siècle, il est cité parmi les « coustumiers » dont on invoque l'autorité (Art. 120, *Des successions*) ³. — Son fils Jean lui succéda dans l'office de vidomne.

AYMON DE MARTIGNY. — Avec Jean de Bex, il vend aux nobles de Monthéolo, vidomnes de Massongex, le fief Meynier situé dans cette dernière localité, lequel devait un servis de 60 sols pour la garde du château de Martigny (1364) ⁴.

JEAN III, vidomne. — Le fils de Nanthelme fut le dernier vidomne de la famille de Martigny ; sa fille Marie, qui suit, hérita du fief. Il eut une

¹ Arch. de Martigny. Gremaud, V, N° 1987.

² Arch. de Valère. Gremaud, V, N° 2061.

³ *Ibidem*. Gremaud, IV N° 1973.

⁴ B. Rameau, *Le Vallais historique, châteaux et seigneuries*, 15 (Sion, 1885).

seconde fille qui épousa, en 1377, Jean Patricii, châtelain de Saint-Maurice ¹.

MARIE DE MARTIGNY. — Elle porta le vidomnat à son mari, noble Hugues Muséti alias Exchampéry, fils de Guy (vers 1420). Depuis 1384, la châtellenie de Martigny avait été détachée du Vallais épiscopal. Le comte Rouge, à la faveur de ses armes, avait imposé à l'évêque et aux patriotes le renouvellement du traité de 1260. Aussi c'est au duc de Savoie que Marie de Martigny prêta hommage. Le prince lui conféra l'investiture du fief par la remise d'une dague. Cet acte fut passé au prieuré de la localité, en 1430. Les vidomnes avaient alors leur résidence à Martigny-Bourg. C'est là qu'en 1439 l'héritière des seigneurs justiciers recevait les reconnaissances de ses feudataires. Le vidomnat fut ensuite transmis à ses enfants ².

¹ A.-J. de Rivaz.

² François Exchampéry, petit-fils de Marie de Martigny, prêta hommage au cardinal Schiner, en 1505. Quelque temps après, sa fille, Barbe Exchampéry, porta à son tour le vidomnat à son mari, Louis de Monthéys, vidomne de Leytron, qui fit hommage, en 1526, à l'évêque Philippe II de Platéa, sous le plait de 100 sols mauriçois. Les de Monthéys conservèrent le fief jusqu'en 1798.

Ajoutons qu'une partie des possessions vidomnales, dévolue à la seconde fille de François Exchampéry, avait été transmise aux nobles Patricii du Val d'Aoste. Une alliance fit passer aux de Werra (1538), puis aux de Courten le fief Patricii, qui prêtait hommage avec le vidomnat (Rameau, 22).

* * *

Nous venons de voir qu'une branche des sires de Martigny eut, pendant une période de deux siècles, la possession constante du vidomnat de ce nom. Elle donna huit officiers au siège épiscopal de Sion et s'éteignit dans la personne de Marie de Martigny. Elle eut des alliances avec de nobles maisons du Vallais, de la Savoie, du Val d'Aoste, dont quelques-unes ont été mentionnées.

Voici en substance la généalogie de ces seigneurs vidomnes, telle que les documents nous permettent de la dresser :

PIERRE I^{er} (1228).

PIERRE II, fils de Pierre I^{er} (1265).

GUILLAUME I^{er}, fils de Pierre II (1297).

GUILLAUME II et JEAN I^{er}, frères, fils de Guillaume I^{er} (1335).

NANTHELME et JEAN II, frères, neveux des deux précédents (1351).

JEAN III, fils de Nanthelme (1380).

MARIE, fille de Jean III (1420).

* * *

Parmi les nobles de Martigny appartenant à la branche qui s'était établie à Sion, nous remarquons :

REYNALD DE MARTIGNY, chevalier ¹. — Il habitait, dans le quartier de Malacuria ², une maison qu'il tenait du chapitre (1273) ³, et possédait des biens à Ernen et à Naters. Ce fut un personnage distingué; son nom paraît dans de nombreuses chartes. En 1276, dans un titre où l'évêque Pierre d'Oron donne en fief aux bourgeois de Sion des droits de péage, il figure comme témoin avec Anselme de Saxon ⁴, le même chevalier qui, vingt-quatre ans plus tard, fut décapité à Sion, sur le Grand-Pont, pour avoir conspiré contre le prince-évêque. Vers 1288, Reynald est nommé, avec Rodolphe d'Ollon, donzel, exécuteur testamentaire dans l'acte de dernières volontés de Rodolphe, métral de la cour épiscopale et qui fut châtelain de Martigny ⁵. Vers 1293, il est choisi comme arbitre par l'évêque Boniface de Challant dans un traité conclu avec le comte Amédée V de Savoie, qui prétendait que Landri de Mont avait vendu à sa

¹ Les documents l'appellent fils de Pierre Marguero (Gremaud, II, pag. 440).

² Le quartier de Malacuria comprenait la partie de la ville qui est au nord de la rue de l'Eglise, et la partie de la rue du Grand-Pont située au-dessus de la Grenette.

³ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 807.

⁴ Arch. de la ville de Sion. Gremaud, II, N° 838.

⁵ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 986.

maison les droits régaliens du siège épiscopal ¹. Il fut le premier châtelain que l'évêque plaça à Sierre, en 1298 ². — Il eut un fils Nicolas qui suit.

NICOLAS DE MARTIGNY, donzel. — Il fut notaire ³ (clerc de la chancellerie de Sion), et châtelain de Granges (1300) ⁴. — Il n'eut, paraît-il, que deux filles, Isabelle, filleule de Rodolphe, métral de Sion, et Perrette qui suit.

PERRETTE DE MARTIGNY. — Elle épousa Jean de Noyerey, puis en secondes noces Jean de Crucé. Le testament de cette dame contient d'intéressants détails qui nous font connaître quelques-uns des usages de cette époque. En voici le texte :

« Moi Perrette, femme de Jean de Crucé, fille de Nicolas, fils du seigneur Reynald, chevalier, fais mon testament comme suit. Je choisis ma sépulture dans le cimetière de l'église de la bienheureuse Marie de Sion. Je lègue à cette église pour mon anniversaire un cens d'un setier de vin, et à la confrérie de la bienheureuse Marie de Sion un cens semblable. Ces deux setiers de

¹ Furrer, III, 268.

² Gremaud, III, N° 1275.

³ Arch. du canton du Vallais. Gremaud, II, N° 1122.

⁴ Arch. de Valère. Gremaud, II, N° 1142.

vin seront perçus sur la vigne de la saltérie de Sion qui m'a été donnée par feu Jean de Noyerey, mon mari. Je lègue aux Frères mineurs de Lausanne ma plus belle « garlande ¹ » d'argent ; aux Frères prêcheurs de Lausanne une « garlande » aussi d'argent ; aux Frères chartreux ma robe violette, et au monastère de Montanons mes « tresses ² ». J'institue pour mon héritier Jean de Crucé, mon mari. »

Cet acte est daté de Sion, le 20 octobre 1309³.

JAQUETTE DE MARTIGNY. — On ignore le nom de son père. Elle épousa Guillaume de Blouvignoz (Blouvignoux), dont la famille possédait à Ayent le fief de ce nom. — Antoine, fils de Guillaume, est cité dans un titre de 1295, où sa mère Jaquette donne à la confrérie du Saint-Esprit de

¹ La *garlande* était un espèce de petit chapeau qui servait d'ornement aux dames. Dans quelques contrées, les femmes seules des chevaliers pouvaient porter des *garlandes* d'or ou de pierres précieuses, et d'une largeur déterminée. Les ordonnances de Frédéric, roi de Sicile, fixaient cette largeur à deux doigts (Voir Du Cange, *Glossaire latin du moyen âge*, au mot *garlanda*).

² Les dames plaçaient dans leur chevelure divers ornements nommés *tressoirs* ou *tressons*, qui étaient garnis de rubis, d'émeraudes ou de perles. Le mot roman *tresczes*, employé dans la charte vallaissanne, désigne probablement les mêmes parures, lesquelles, comme les *garlandes*, possédaient une certaine valeur (Voir Du Cange, au mot *trescia*).

³ Arch. de Valère. Gremaud, III, N° 1298.

Sion un cens d'un muid de froment « pour le salut de son âme et de celle de son fils ¹. »

En 1339, les héritiers du chevalier Reynald de Martigny tenaient en arrière-fief des droits sur le domaine épiscopal de Montjovet, à Granges, que possédaient les nobles Albi ².

Dans une charte de 1365, où les citoyens de Sion constituent des procureurs pour traiter avec le chevalier Jean de la Tour, se trouve au nombre des bourgeois de cette ville le notaire PERROD DE MARTIGNY ³. Est-ce peut-être le même qui, avec le vidomne Nanthelme, est nommé dans les *Coutumes du Vallais* parmi les principaux juristes de l'époque, et que l'évêque Guichard Tavelli délègue comme procureur pour terminer les différends survenus avec les sires de la Tour (1366) ⁴ ? — A la même époque paraît encore à Sion ANTOINE DE MARTIGNY ⁵.

* * *

On trouve, comme contemporain du dernier vidomne Jean III, PIERRE DE MARTIGNY, donzel,

¹ *Ibidem*. Gremaud, II, N° 1073.

² Arch. de la famille de Torrenté, à Sion. Gremaud, IV, N° 1766.

³ Arch. de Valère. Gremaud, V, N° 2100.

⁴ Cibrario, *Storia della monarchia di Savoia*, III, 328.

⁵ Arch. du canton du Vallais. Gremaud, V, N° 1993.

qui forma une sous-branche. Il est connu par une donation de 100 florins qu'il fit à la chapelle de Sainte-Catherine de l'église de Saint-Sigismond, à Saint-Maurice. Il portait le titre de cōvidomne. Il eut un fils Jean qui suit, et une fille Mermette qui épousa Aymon de Cupellino. Ce dernier, en 1393, prend aussi le titre de cōvidomne. Si, comme son beau-père, il eut quelque part ou quelque prétention à l'exercice de l'autorité vidomnale, le fief des officiers épiscopaux de Martigny ne passa point, comme nous l'avons vu, à cette ligne collatérale.

JEAN DE MARTIGNY, donzel. — Il épousa Marguerite de Monthéolo. En 1424, il vendit à Pierre du Châtelard, seigneur d'Isérables, des tailles soit dîmes, servis, plaits et redevances, à Leytron, Saillon, Saxon et Fully, pour le prix de 400 florins ¹. Une maison du bourg de Saillon, contiguë aux murs, vers le Rhône, et dans laquelle résidait quelquefois le seigneur d'Isérables, provenait aussi de cette vente ². Jean eut trois fils, François, Julien et Barthélemy ³. Un membre de cette sous-branche quitta le Vallais et alla habiter la France.

¹ Furrer, III, 198.

² B. Rameau, 35.

³ A.-J. de Rivaz,

« Un cadet de la famille des anciens vidomnes, dit M. B. Rameau, noble JEAN DE MARTIGNY, étant passé en Bourgogne, où il fut seigneur de Rocheprise et mourut vers 1570, y fit branche et y laissa une descendance qui ne s'éteignit qu'au XVIII^e siècle. On voit à Cluny, dans l'église de Notre-Dame, la pierre tombale armoriée de deux seigneurs du pays, François de Beugne, chevalier, et Nicolas de Belleperche, chevalier, le premier mort en 1694, le second en 1748. JEAN DE MARTIGNY, dernier du nom, fut gendre de l'un et beau-père de l'autre ¹. »

Ce gentilhomme, avec lequel disparut une des plus antiques maisons de notre noblesse romande, était baron d'Uchon, seigneur de Vitry, Massy, etc., près Cluny.



Aujourd'hui, les sires et les chevaliers ne sont plus : depuis longtemps s'est éteint l'éclat de leur gloire et de leur puissance. La vieille féodalité épiscopale s'est écroulée, et les vidomnes ont dû abandonner leur siège seigneurial. Le peuple, à l'ombre de la liberté moderne, est entré dans un âge nouveau. Et le fier lion des sires de

¹ *Loco citato*, 22.

Martigny qui se dresse encore sur la bannière communale ¹, ne présente plus aux laboureurs que l'emblème du travail et de la prospérité. Il consacre ainsi la mémoire des premiers syndics.

¹ La bourgeoisie de Martigny a pris, en les modifiant, les armes de la famille de ce nom. Elle porte: *de gueules au lion d'argent couronné d'or, tenant de la patte dextre un marteau de même*. Le sceau sur lequel ces armoiries sont gravées a pour légende: NOBILIS BURGESSIA MARTIGNIACI. Il se trouve apposé, entre autres, sur un acte de réception à la bourgeoisie du 4 mars 1817 (Collection de l'auteur). Notons qu'aux siècles précédents ces diplômes de bourgeoisie étaient revêtus du sceau de l'officier épiscopal, sous l'autorité duquel ils étaient délivrés par le Conseil de la commune.

LES FRANCHISES DE SION

I

Dès le XII^e et le XIII^e siècle, nous voyons les villes, les bourgs et de nombreux villages du Vallais épiscopal en possession d'une organisation communale qui doit nécessairement remonter à des temps antérieurs. Mais si nous voulons demander aux annales du pays de nous faire connaître les origines de ces libertés populaires, elles demeurent muettes à cette question : aucune charte ne mentionne, avant l'époque précitée, l'existence d'une commune quelconque.

Voici ce que dit Augustin Thierry sur la marche de la révolution communale dans nos contrées :

« C'est dans la dernière moitié du XI^e siècle que les documents historiques présentent, pour la première fois, des villes constituées en communes ; mais ces documents sont trop incomplets pour qu'on puisse dire en quel pays cette grande

révolution a pris naissance. Tantôt propagée de ville en ville, tantôt éclatant dans plusieurs lieux d'une manière simultanée, elle embrasse, dans ses développements rapides, tous les pays de langue romane, à l'exception de l'Espagne, que la conquête des Maures plaçait, pour ainsi dire, hors du mouvement européen. Ce mouvement avait son foyer partout où subsistaient, depuis le temps des Romains, d'anciennes villes municipales. On eût dit que la race indigène, après avoir plié pendant cinq cents ans sous les institutions de la conquête, voulait, par un mouvement énergique, s'en affranchir et les éloigner d'elle. Alors, il est vrai, la distinction primitive des races avait disparu ; mais elle était en quelque sorte remplacée par la différence des mœurs. Les pouvoirs du temps étaient marqués à l'empreinte des mœurs germaniques : le mépris pour la vie et la propriété des faibles, l'amour de la domination et de la guerre, formaient le caractère distinctif des seigneurs et des membres du haut clergé ; tandis que le goût du travail et un sentiment confus de l'égalité sociale étaient, chez les habitants industriels des villes, comme un débris de l'ancienne civilisation ¹. »

¹ *Lettres sur l'histoire de France*, 242 (5^e édition, Bruxelles, 1836).

Le régime féodal, importé par les conquérants du Nord, avait en effet transformé, mais sans avoir pu les absorber entièrement, les institutions romaines. Le morcellement des terres en un nombre infini de fiefs et de seigneuries, n'avait pas partout brisé le lien qui attachait les hommes à la cité. Les centres les plus peuplés, comme la ville de Sion, par exemple, durent conserver le principe d'une organisation municipale qui ne tarda pas à s'implanter, avec un nouveau caractère d'énergie et d'indépendance, dans les lieux les plus reculés.

En Vallais, le haut clergé, représenté par le prince-évêque, paraît même avoir favorisé à sa naissance cette lente évolution vers la liberté individuelle. Les inquiétudes que la noblesse féodale, ligue puissante et redoutable, inspirait au siège de Sion, le rapprochèrent de la classe populaire. Et, dès le XIII^e siècle, les chartes épiscopales convertirent en droits publics et légitimes ce qui jusque là n'avait été que toléré, ou acquis partiellement par le rachat ou la conquête.

Les évêques ne craignirent pas que les communes se prévalussent de leurs libertés pour se rendre indépendantes; car, aux premiers siècles, les chefs de ces dernières étaient des officiers

épiscopaux, hommes liges du siège de Sion. Mais, dès la fin du XIV^e siècle, les aspirations démocratiques prirent un nouvel et rapide essor. Les communautés haut-vallaisannes cherchèrent à se dégager de toute intervention supérieure, et entrèrent à leur tour en lutte contre le représentant du pouvoir temporel. Cette lutte, dont l'histoire nous a transmis de sanglants épisodes, ne se termina que par la chute de la féodalité épiscopale.

Pendant cette longue période de troubles, les communes conquièrent de nouveaux droits, qui agrandirent leur importance politique. Quant aux communautés du Bas-Vallais, que la conquête de 1475 avait placées sous la dépendance des VII dizains, elles ne jouèrent dès lors aucun rôle politique ; elles ne conservèrent que des prérogatives purement civiles. La Révolution seule put leur rendre leur autonomie.

II

La plus ancienne commune que nous trouvons constituée dans le Vallais épiscopal, est celle de Sion : elle apparaît au XII^e siècle. « Dans le traité conclu vers 1179, dit M. J. Gremaud, entre l'évêque

Conon et Guillaume de la Tour¹, il est dit que si l'évêque ne veut pas retenir pour lui les étrangers, il est libre aux citoyens de les garder, en réservant le droit de l'évêque. Il y est encore dit que si une difficulté légère s'élève entre les deux parties, elle doit être terminée par l'arbitrage des citoyens. Ces deux clauses prouvent évidemment l'existence d'une organisation communale à Sion, à cette époque². »

Le premier document connu qui contienne quelques renseignements précis sur la commune de Sion, est la déclaration des droits de l'évêque et des habitants de cette ville, faite vers 1217³. La puissante famille de la Tour, qui, pendant trois siècles, agita le Vallais par ses querelles et ses prétentions, possédait entre autres la majorité de Sion. Ses empiètements obligèrent l'évêque Landri de Mont et le chapitre à déterminer avec ces nobles leurs droits respectifs de juridiction, et donnèrent ainsi lieu à la rédaction de statuts qui constituent la première charte communale de

¹ Major de Sion.

² *Doc.*, Introduction, V, pag. LXXVI.

³ Le texte même de ce document ne porte pas de date; en tête des copies on trouve celle de 1217. Si cette date n'est pas certaine, dit M. Gremaud, on peut au moins la regarder comme approximative.

Sion. Les termes : « Il a été statué et reconnu ¹... » qu'emploie cet acte, indiquent qu'il n'est que la constatation ou la confirmation de droits déjà en vigueur à cette époque.

Voici en substance les principaux articles de ces statuts :

« Il a été statué et reconnu ce qui suit :

« Toute personne qui vient habiter Sion, doit, après un séjour d'un an et d'un jour, prendre en fief de l'évêque une terre ou une ferme, se reconnaître son feudataire, et lui obéir de préférence à tout autre seigneur, en vertu des droits régaliens.

« Les seigneurs ne peuvent exiger de leurs feudataires bourgeois une redevance extraordinaire, sans une grande nécessité.

« L'évêque doit aide et protection au feudataire opprimé par un seigneur.

« Si quelqu'un de la ville offense l'évêque, et s'il ne comparaît pas devant sa cour après trois sommations, il sera obligé de fournir caution, au défaut de laquelle l'évêque pourra, dans un délai de quarante jours, confisquer son bétail ou ses meubles, ou découvrir sa maison. Si ces moyens restent sans effet, il le fera arrêter.

« Les objets mobiliers de celui qui meurt sans

¹ « *Statutum fuit et recordatum....* »

laisser d'héritier au troisième degré ¹, appartiennent à l'évêque, et les immeubles au parent le plus proche.

« Les objets du marchand décédé, qui se trouvent dans la ville, appartiennent à l'évêque, s'ils ne sont réclamés par un héritier qui succède jusqu'au troisième degré.

« Les objets mobiliers de l'usurier décédé appartiennent à l'évêque.

« L'évêque a un crédit de quarante jours, le vidomme de vingt, le seigneur de la Tour, c'est-à-dire le major, et chaque chanoine de quinze, s'ils fournissent caution.

« Quand l'évêque va à Rome, tient son plaïd souverain, ou fait quelque acquisition notable au profit de l'Église, la ville lui doit un don gratuit, soit secours pécuniaire.

« Si quelqu'un se livre à des voies de fait, l'évêque et les jurés doivent obliger les personnes présentes à l'acte délictueux à déposer comme témoins. Les déclarations résultant de cette enquête feront preuve complète ².

« Celui qui frappe avec la main ou le poing, et qu'il y ait sang répandu, est passible d'une amende de soixante sols.

¹ D'après le droit civil.

² « *Ipsorum testimonia credatur sine formatione duelli.* »

« Celui qui frappe avec un bâton, un couteau ou instrument semblable, est passible d'une amende de soixante livres.

« Une personne notable n'est point punie pour avoir frappé un individu vil ou de condition inférieure qui l'injurie. Si cependant les coups portés ont occasionné la mort, l'évêque perçoit une amende qu'il partage avec le vidomne, le sénéchal, le major et le sautier.

« Si quelqu'un qui n'est pas citoyen de Sion, doit sans cautionnement à un bourgeois et qu'il vienne dans la cité, le créancier peut, sans formalité préalable, lui saisir un gage dans la maison même de son hôte. Si ce dernier ne procède pas à la délivrance du gage, il peut être poursuivi en paiement de la dette.

« Le gage fourni par la caution peut être mis en vente après un délai de huit jours, le débiteur principal et la caution dûment avisés.

« La caution ne peut pas acheter le gage pour le rendre au créancier. Mais si elle a souffert quelque préjudice à cause du débiteur, on doit lui rembourser ses dépens.

« Ceux qui vendent et achètent doivent, à Pâques, dix livres de taille à l'évêque.

« Les citoyens de Sion ne doivent rien à

l'évêque pour le bétail nourri de leur foin et vendu au boucher.

« Le bétail qui arrive du dehors est soumis à un droit lorsqu'il passe à Sion ¹. »

En 1269, la commune de Sion promulgue avec l'évêque, le vidomne, le major et le sautier des statuts et des règlements. Douze consuls, choisis parmi les citoyens, sont chargés de l'administration générale de la communauté, sous la surveillance de l'évêque et de ses officiers.

L'une de ces ordonnances, établissant quelques dispositions nouvelles en matière de procédure, dit que « les actes judiciaires (assignations, jugements), émanant de l'évêque, du vidomne, du major et du sautier, seront rédigés par des notaires assermentés, et demeureront entre les mains du juge, de peur que les avocats n'en altèrent la vérité ². »

Notons que le titre de consul, donné dans ces statuts aux représentants de la commune, fut remplacé depuis par celui de syndic.

Pendant les premiers siècles, le plaid général de Sion était tenu par le major épiscopal. Les citoyens se réunissaient tantôt en plein air, tantôt

¹ Furrer, III, 53. — A.-J. de Rivaz, XI, 167; arch. de l'abbaye de Saint-Maurice, *Lib. Illiac*, Gremaud, I, N° 265.

² Arch. de la ville de Sion. Gremaud, II, N° 751.

devant l'église de Saint-Théodule ¹. Ces assemblées avaient conservé quelques restes de la physionomie qu'offraient les anciens plaids judiciaires. L'officier qui les présidait portait l'étendard du prince-évêque, et les hommes qui les composaient ne se bornaient pas à la simple élaboration de règlements communaux : ils participaient, dans une certaine mesure, à l'exercice d'un pouvoir législatif. Nous en trouvons la preuve dans le texte de la charte dont je vais parler.

III

Jusqu'au XIV^e siècle les franchises de Sion ne constituèrent que des coutumes, disséminées en partie dans quelques documents. Ce fut l'évêque Philippe I^{er} de Chamberlhac, personnage érudit et distingué, issu d'une famille noble du Périgord ², qui les rassembla dans un acte public et les sanctionna solennellement. La première confirmation en fut faite le 4 juillet 1338, par le vicaire-général du prélat, et la deuxième, le 12 mars 1339, par Philippe lui-même.

¹ Cette église est mentionnée pour la première fois en 1229.

² Ancien pays de France.

Les quarante-et-un articles de cet acte embrassent des dispositions de nature pénale, civile, politique, administrative et militaire. Ils consacrent définitivement les principes d'une législation communale, qui, au moyen âge, créait pour la population qui en était favorisée un ensemble de privilèges exceptionnels¹. Ils nous représentent aussi les premières bases d'un pouvoir politique sur lesquelles seront édifiées nos institutions modernes. C'est à ce double titre que le caractère de ces principes doit particulièrement nous intéresser.

La charte concédée par l'autorité épiscopale peut se résumer comme suit :

« Celui qui aura porté à autrui des coups ou blessures en dehors des limites de la cité, se trouvera en sûreté s'il peut regagner la ville. La commune lui offre ainsi un droit d'asile, en ce sens que sur son territoire le citoyen ne peut plus être distrait du juge local.

« L'agresseur doit être puni.

« Le meurtrier sera jugé conformément à la

¹ Les franchises, accordées aux principales localités du Vallais épiscopal, formèrent un droit coutumier qui variait de commune à commune, selon les dérogations qu'il apportait au droit commun, c'est-à-dire au droit romain et au droit canonique.

loi. Si cependant les coups portés n'ont pas occasionné la mort, l'auteur du délit sera passible d'une amende de soixante livres avec l'obole d'or.

« Celui qui frappe à main armée, mais non mortellement, est passible d'une amende de vingt livres.

« Celui qui frappe avec le poing, les pieds ou les mains, sera puni.

« Celui qui frappe un individu d'une condition inférieure qui l'injurie, n'encourt aucune peine.

« Celui qui porte un faux témoignage sera puni.

« Celui qui est absous de sa faute ne peut être condamné à aucune peine.

« Les déclarations faites en justice par un citoyen ne peuvent préjudicier à autrui.

« Le citoyen qui fournit une caution solvable ne peut être mis en état d'arrestation ; mais le voleur pris en flagrant délit, le traître, le meurtrier et l'auteur d'un délit grave ne peuvent être admis au bénéfice de cette disposition.

« On ne doit mettre personne à la torture sans la présence de quelques citoyens.

« Les citoyens et les habitants de Sion peuvent s'emparer des délinquants, et les livrer au tribunal épiscopal.

« Les citoyens qui auront fait leur devoir en

poursuivant les malfaiteurs, ne devront pas être molestés.

« Les citoyens peuvent résister aux familiers de l'évêque qui veulent les arrêter indûment, et cela sans encourir de peine.

« L'évêque doit pourvoir d'un conseil le défendeur en appel qui ne peut se faire assister.

« Il ne peut informer ni contre les usuriers, ni contre les adultères, que d'après des faits notoires.

« Il ne peut ouvrir d'enquête sur la validité d'un serment prêté en justice.

« Il ne peut imposer d'amende à celui qui injurie quelqu'un hors de sa présence.

« Il doit payer les dettes dont sont grevés les biens confisqués.

« Il doit satisfaire, ainsi que ses officiers, les créanciers avant de recevoir les clames.

« L'évêque et les juges épiscopaux ne doivent pas commencer d'enquête contre un citoyen, avant que le délit dont on le soupçonne ne lui soit publiquement imputé.

« L'évêque et ses lieutenants ne doivent ni prendre, ni rompre le pain des boulangers (comme ces officiers le font quelquefois malicieusement, dit la charte), sans la présence des syndics.

« Ils ne doivent pas sceller les mesures sans avoir appelé quelques citoyens.

« L'évêque doit soumettre à la connaissance des nobles, des citoyens de Sion et des hommes de la terre du Vallais les causes concernant les droits régaliens ¹.

« Les collatéraux succèdent aux citoyens.

« Les donations et les testaments des citoyens doivent être tenus pour valables.

« L'acquéreur de biens provenant d'un citoyen doit contribuer aux charges communales.

« Les enfants illégitimes ont la libre disposition de leurs biens.

« Les seigneurs ne peuvent élever aucun droit de commise ² ni sur les biens des veuves, ni sur

¹ Il devait aussi soumettre à leur examen les causes portées en appel.

Les « hommes de la terre du Vallais » composaient dans leur ensemble le corps du *Conseil général*. Cette assemblée apparaît pour la première fois en 1339. Les députés qui la formaient se réunissaient chaque année, le mardi après l'octave de Pâques, et prenaient part avec l'évêque à l'administration générale du pays. On voit, par les dispositions précédentes, qu'ils participaient également à l'exercice de la justice, au moins en appel.

² Un fief tombait en commise, c'est-à-dire était confisqué au profit du seigneur, lorsque le possesseur ne remplissait pas ses devoirs de vasselage. Le refus de prêter hommage, par exemple, constituait un cas de commise prévu par le droit féodal. De plus, quand un feudataire laissait des héritiers que

ceux des pupilles âgés de moins de quatorze ans.

« Toute femme peut légitimement contracter mariage avec qui que ce soit, sans l'intervention de l'autorité supérieure.

« Le citoyen qui habite la ville depuis un an et un jour, ne peut plus être recherché par son seigneur.

« La commune peut établir des statuts, les rapporter, nommer des syndics, et faire tous actes relatifs à son administration sans l'intervention de l'autorité supérieure.

« Elle doit fournir des cavalcades¹ pour le service épiscopal chaque fois que la nécessité le requerra.

l'âge ou le sexe rendaient incapables de prêter hommage et de supporter les charges de l'homme lige, le seigneur pouvait élever sur le fief certaines prétentions, certains droits de comise. Dans ce cas, les franchises de Sion déclarent que le mineur et la veuve ne doivent pas être dépossédés du fief, s'ils paient les redevances ordinaires dont l'immeuble est grevé jusqu'à ce qu'ils soient capables de rendre foi et hommage.

¹ Ces cavalcades (*cavalcatae*) formaient la milice de l'époque. Le vassal devait porter les armes pour son suzerain ; c'était là une des principales obligations qui résultaient du lien féodal. Le seigneur, à son tour, était tenu d'accorder aide et protection à ses hommes. La commune de Sion devait le service militaire à l'évêque sur toute l'étendue du diocèse, et même en dehors du territoire, mais seulement dans ce cas « pour la défense de la terre de l'Eglise de Sion. »

« Tous les citoyens, les ecclésiastiques exceptés, doivent marcher sous la bannière de la ville.

« Personne ne peut débiter du vin dans une taverne s'il n'est citoyen, ecclésiastique bénéficiaire de l'Église de Sion ou noble.

« Les citoyens utiliseront à tour de rôle les canaux d'irrigation, et l'évêque lui-même, sauf pour une seule propriété, devra aussi attendre son tour pour arroser ses terres.

« Tout habitant de Sion, quel que soit son état ou sa condition, jouit des libertés, franchises et immunités des citoyens ¹. »

La commune de Sion procédait aussi directement, sans l'intervention de l'autorité épiscopale, à la réception de ses nouveaux membres. Elle avait ses armes particulières ² dont elle scellait les lettres de bourgeoisie. Elle délivrait généralement ces diplômes dans la forme suivante :

« Nous citoyens de Sion faisons savoir à tous par les présentes, qu'étant pleinement convaincus que Jean dit Albi, de la paroisse de Vex, diocèse de Sion, est un homme loyal, industriel et

¹ Arch. de la ville de Sion ; arch. de Valère. Gremaud, IV, Nos 1720 et 1741.

² Parti : au premier d'argent à deux étoiles de gueules ; au second de gueules à un S d'argent (D'Angreville, 16).

de bonnes mœurs, l'avons reçu et le recevons comme notre concitoyen et combourgeois; le dit Jean ici présent et acceptant solennellement pour lui et ses héritiers légitimes nés ou à naître.

« Nous l'avons rendu et le rendons participant de nos biens communs, eaux, bois, terres et pâturages et autres avantages dont les citoyens jouissent et ont joui depuis le passé¹, et cela moyennant la somme de vingt florins d'or.

« De son côté, Jean Albi a promis par serment, en touchant les saints Évangiles, d'être un bon citoyen fidèle à notre seigneur évêque, à la mense épiscopale, à la cité de Sion et à notre communauté; de marcher lui-même sous nos bannières ou de se faire remplacer par un client capable, chaque fois que besoin sera; de fixer sa résidence dans la cité de Sion; de payer les contributions imposées par la communauté pour les biens qu'il possède sur le territoire de Sion; de supporter toutes autres charges, et d'éviter par ses actes de causer dommage ou préjudice à notre seigneur évêque et à nous communauté.

« Le dit Jean s'est engagé, sous la solennité du serment qu'il a prêté, de maintenir et défendre de toutes ses forces les intérêts et l'hon-

¹ « *Ab antiquo...* »

neur de notre seigneur évêque, de l'Église de Sion et de notre cité, et de ne tenir ni faire tenir sur les terres communales aucun gros ni menu bétail qui ne soit sa propriété. S'il venait à enfreindre l'une des clauses précitées, il se verrait privé, par le fait même, de tous les avantages auxquels il a été associé.

« En foi de quoi nous commune prénommée avons apposé aux présentes notre propre sceau.

« Donné et fait à Sion, sur le cimetière de l'église de la bienheureuse Marie, en Conseil général, convoqué selon la coutume au son de la cloche, le jour 26^e du mois de mars de l'an du Seigneur 1369. »

Ces actes de réception à la bourgeoisie ont à peu près tous la même teneur. Seul le prix fixé pour l'agrégation varie dans son chiffre et sa destination, ou se trouve remplacé par quelque clause spéciale. Ainsi, Pierre-Jacques Fabri, de Vex, est reçu pour le prix de quinze florins qui devront être affectés à la reconstruction du pont du Rhône, qui a été détruit (4 mars 1408). Perrod Perrini, de Vex, et ses neveux sont tenus de bâtir une maison dans la cité (9 avril 1419).

Quelquefois des réserves sont stipulées au sujet des devoirs militaires auxquels le récipiendaire est astreint : Michel Divi, de Vex, doit

suivre la bannière de la ville quand les hommes de Vex ne feront pas de service ni pour leur commune, ni pour le chapitre ¹ (26 septembre 1417) ².

Les libertés et franchises de Sion représentent la charte communale la plus importante, que les successeurs de saint Théodule aient gracieusement octroyée « aux hommes de la terre de l'Église de Sion. » Martigny seul, jusqu'en 1475, put jouir de semblables prérogatives. Aussi l'antique bourg des Séduniens, illustré par la présence des princes-évêques, prit-il dès le XIV^e siècle une place remarquable au sein des communautés vallaisannes, et mérita-t-il de porter le titre que le chroniqueur lui a décerné : *Sedunum caput* (Sion, la tête du pays).

¹ Vex était une ancienne seigneurie du chapitre de Sion et lui devait ainsi le service militaire.

² Arch. de la ville de Sion, Gremaud, V, N° 2139.

UN ÉPISODE DE 1799

I

En 1798, le Vallais, qui jusque là n'avait été que l'allié de MM. des Ligues, fut réuni à la République helvétique, une et indivisible, qui avait été constituée sous l'influence du Directoire français après la chute de l'ancienne Confédération. Une charte constitutionnelle, contenant les principes mis au jour par la Révolution, fut imposée au peuple des cantons composant cette unité territoriale.

Les communes de la partie occidentale du Vallais, qui venaient de reconquérir leur indépendance, accueillirent favorablement ces principes de la liberté moderne. Les dizains orientaux, qui vivaient à l'ombre d'une démocratie séculaire et qui demeuraient hostiles à toute innovation, les repoussèrent avec opiniâtreté. Bien-

tôt, un long cri de guerre retentit dans la vallée supérieure, appelant le montagnard aux armes pour la défense de la religion et de la liberté. Mais une armée française jeta ses nombreux bataillons sur les plaines du Rhône, et, après de sanglants combats, contraignit les Haut-Vallaisans à lui livrer les chefs de l'insurrection. Une centaine de ces malheureux furent enfermés dans les cachots de Chillon. Sion, qui avait dû arborer le drapeau blanc sur ses vieux remparts, avait été livrée pendant six heures à toutes les horreurs du pillage (17 mai). Le Haut-Vallais, condamné à payer une contribution écrasante, dut accepter la constitution helvétique.

Malgré leurs revers, les dizains allemands se préparaient silencieusement à reprendre les armes. Et, l'année suivante, la sinistre voix du tocsin se fit entendre de nouveau : une seconde insurrection éclatait, plus terrible, plus formidable. Les hommes du landsturm haut-vallaisan se levèrent en masse. Après avoir remporté quelques succès sur les premières troupes appelées par le Directoire helvétique (avril-mai 1799), ils se concentrèrent dans les bois de Finges. Cette forêt, qui s'étend au delà de Sierre, entre le Rhône qui la défend au nord et de hautes montagnes qui la couvrent au midi, forêt épaisse, profonde, assise

sur un terrain fortement accidenté, était regardée comme une position inexpugnable. C'est là qu'ils attendirent l'ennemi.

3000 Français, renforcés de quelques compagnies vaudoises et bas-vallaisannes, s'avancèrent. Le commandant, Lollier, s'arrêta sur la rive gauche du fleuve, à l'entrée de la forêt; l'artillerie ouvrit le feu, et l'infanterie à la baïonnette attaqua les retranchements de Finges. Ce premier assaut fut repoussé avec perte. Le 9 mai, dans une inutile attaque, les troupes de Lollier laissèrent sur le carreau plusieurs officiers et quelques centaines de soldats. Devant cette vigoureuse résistance, les Français durent appeler des renforts.

II

Un officier bas-vallaisan, qui faisait partie des troupes du Directoire, nous a transmis, dans une lettre, quelques souvenirs qui forment un épisode plus intéressant que curieux de la campagne de 1799.

« Le 14 mai, écrit-il, nous nous sommes battus dès le point du jour jusqu'à midi. Le 15, au milieu du bois de Finges, le combat a recommencé

dès les huit heures du matin et a duré jusqu'à quatre heures du soir. Nous nous sommes élancés au pas de charge sur les retranchements des Allemands, sabre et baïonnette en avant. La troupe, sous le feu de l'ennemi, a exécuté cette attaque avec courage; autour de nous sifflaient balles et boulets ¹. Mais notre détachement, trop inférieur en nombre, n'ayant pas été soutenu par la colonne, a dû battre en retraite, et se replier sur le camp où il est arrivé en bon ordre. La perte totale que nous avons faite en ce jour a été de trois cents et quelques hommes. Certaines compagnies sont revenues avec le tiers de leur effectif; la nôtre a eu sept hommes tués.

« Ma compagnie est actuellement (20 mai) à Miège, village situé au-dessus de Sierre. Je suis logé dans la maison du curé qui s'est enfui on ne sait où. Les femmes et les filles de Miège s'étaient aussi sauvées pour aller chercher un refuge dans les mayens. Accompagné de quelques soldats, j'allai les y trouver, et, pour assurer

¹ Les Haut-Vallaisans ne possédaient qu'une bien modeste artillerie, mais leur principal moyen de défense consistait dans leurs carabines, dont ils se servaient avec une redoutable adresse. La précision de leur tir était supérieure à celle de l'adversaire. Nous en trouvons la preuve dans l'état comparatif des hommes tués et blessés pendant les campagnes de 1798 et 1799.

la sécurité de leur personne et de leurs biens, je plaçai des gardes autour des chalets. Il était temps : plus de quarante Français s'approchaient pour s'emparer de tout ce qui leur tomberait sous la main. Mais, à la vue de mes hommes, ces derniers s'arrêtèrent et n'osèrent passer outre. J'escortai ensuite jusqu'à Miège les pauvres gens que j'avais pu protéger. Je fis aussi descendre au village plus de deux cents têtes de bétail : vaches, chèvres, moutons, veaux et porcs s'y trouvent aujourd'hui en sûreté. Les habitantes sont si heureuses d'avoir pu regagner leurs demeures, qu'elles nous témoignent leur reconnaissance en nous donnant les unes du vin, d'autres des œufs ou des poules. L'agent de ce village fait des démarches auprès du général français par nous faire rester ici. Nous ne savons quand nous devons retourner au feu ¹. »

¹ Ce document est daté de Miège, le 20 mai 1799. J'en ai rapporté la substance et n'ai fait que modifier quelques détails de forme. Une seconde lettre du 23 juin suivant nous apprend qu'à cette date les Bas-Vallaisans occupaient encore le village de Miège, et qu'il était question de les diriger sur Sion et Martigny. Il est ainsi probable que depuis la journée du 15 mai ils ne prirent plus part aux combats qui terminèrent cette campagne. Le signataire de ces lettres, Joseph-Emmanuel Claivaz, de Martigny, né en 1763, mort en 1803, avait été officier au service de France, dans les régiments suisses de Louis XVI (Collection de l'auteur).

Cependant de nouveaux bataillons étaient venus grossir les rangs des Français. Le camp de Finges ne tarda pas à subir une nouvelle et décisive attaque. Ses valeureux défenseurs, surpris au milieu de la nuit, furent massacrés par les soldats de la 89^e brigade, commandée par le général Xaintrailles ¹.

Dans les dizains supérieurs, les débris de l'armée haut-vallaisanne, ralliés aux Austro-Russes qui avaient aussi envahi le pays, opposèrent encore une résistance héroïque à la marche des Français. Le 30 mai, à Viège, le commandant Barthélemy Walther, surpris par un détachement de cavalerie, refusa de se rendre et mourut en brave. Mais les Impériaux furent rejetés en Italie, et le drapeau français flotta victorieux au pied même des glaciers qui voient naître le Rhône.

Cette guerre de 1799, guerre acharnée qui vit se commettre de hideuses représailles, et couvrit de ruines et de sang la malheureuse vallée qui

¹ Quelques écrivains appellent cet officier « le bourreau du Vallais. » Ses troupes, il est vrai, se livrèrent à des excès inouïs; mais l'impartialité ordonne aussi de dire que c'est grâce à son intervention que les quatre villages du Haut-Conches, que son collègue, le général Lecourbe, voulait brûler comme étant le foyer principal de l'insurrection, furent sauvés de ce désastre. Ce trait nous est rapporté par l'historien Boccard.

en fut le théâtre, est une des pages les plus lugubres de l'histoire nationale. Il est cependant consolant de pouvoir dire qu'au milieu de ces jours de deuil, les hommes des communes occidentales qui durent marcher contre leurs frères du Haut-Vallais, ne restèrent pas insensibles au spectacle de tant d'infortunes : ils surent quelquefois témoigner à leurs adversaires les marques d'une utile et réelle sympathie. La lettre de l'officier bas-vallaisan nous en offre un exemple.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Les historiens vallaisans	5
Les origines des relations commerciales du Vallais et de l'Italie	35
Les sires de Martigny	54
Les franchises de Sion	84
Un épisode de 1799	103

GENÈVE. — IMPRIMERIE M. RICHTER, RUE DES VOIRONS, 10.



Chez J. JULLIEN, libraire

A GENÈVE

Du même auteur :

HISTOIRE DU VALLAIS, 2 vol. in-8°. Francs 7 —

DOCUMENTS pour servir à l'histoire contemporaine du Valais, par L. Ribordy, fort in-8°. 5 —

SCHINER. Description du département du Simplon ou de la ci-devant république du Valais, in-8°. 5 —

RAMEAU. Le Vallais historique, châteaux et seigneuries, de VI et 109 pages in-4° (description de 67 châteaux) 2 50

RILLIET-DE CONSTANT. Une année de l'histoire du Valais (1840), in-8°. 1 —

DU BOIS-MELLY. Majorie, nouvelle valaisanne, in-12°. —

RION. Guide du botaniste en Valais, in-18°. 3 —

DOCUMENTS relatifs à l'histoire du Vallais, publiés par l'abbé Gremaud, 5 forts vol. in-8°. 40 —